

ÉDUCATION
Les cadres entre
«conscience et
devoir» face au RN

PAGES 6-8

IDÉES
Le terrible
malaise des
intellectuels juifs

PAGES 18-19

SYRIE
La justice
française aux
trousses d'Assad

PAGE 14



Libération

LÉGISLATIVES

EMMANUEL QUI ?

Lâché par ses ministres, désavoué par ses candidats, incompris par ses électeurs, le président de la République se retrouve marginalisé avant un premier tour qui s'annonce dévastateur pour la majorité sortante. PAGES 2-5

Emmanuel Macron aux invalides, en 2021. PHOTO THIBAUT CAMUS, AP




M 00135-038-F-2,70 €

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Solitude

La perspective angoissante de voir l'extrême droite s'installer à Matignon a presque fait passer à la trappe un fait politique majeur de cette très courte campagne législative : la disparition d'Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat est aujourd'hui une persona non grata, ou quasi,

au sein même de sa majorité. Les candidats Renaissance l'ont effacé de leurs tracts. Moult leaders de la majorité ont clairement exprimé leur désaccord avec sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Certains ont laissé entendre qu'il déchirerait bien leur carte de fidélité au chef de l'Etat. D'autres que le futur de la majorité - future minorité ? - s'écrit plutôt sans lui que sous sa dictée. Et quand Emmanuel Macron a tenté d'exister (avec sa lettre aux Français ou sa participation à un podcast), il a fait pschitt. Aucun président n'a complètement échappé à cette solitude inhérente à l'exercice du pou-

voir. L'Elysée a souvent été décrit du temps de ses prédécesseurs comme une tour d'ivoire qui isole. Mais depuis sept ans, cette « tradition » élyséenne a été décuplée par le chef de l'Etat lui-même. Car au fond, Emmanuel Macron n'est-il pas seul depuis le début, c'est-à-dire depuis sa prise de l'Elysée en 2017 ? Son casse du siècle, salué à l'époque comme un coup de maître, était un pari solitaire. Et si l'on revisite ses sept ans de mandat, de la crise des gilets jaunes à sa décision de dissoudre, la solitude macronienne est omniprésente. C'est cette solitude-là dont Emmanuel Macron paie le prix aujourd'hui. Faute d'avoir

su la transformer en force collective, son audace personnelle originale est devenue le boulet qui l'entraîne par le fond. Car si la politique est bien sûr une question d'incarnation, d'ambition personnelle, de charisme qui embarque, c'est aussi une aventure collective, qui suppose de savoir s'entourer, de bâtir un parti qui ne soit pas qu'une coquille vide, de considérer les élus, les corps intermédiaires... Emmanuel Macron n'a jamais cru bon de faire tout ça. Résultat, il est aujourd'hui au milieu d'une tempête qu'il a lui-même provoqué, et quand il se retourne, il se retrouve... très seul. ➤

En campagne, le camp Macron dit non merci patron

ANALYSE

En lutte dans leur circonscription pour leur survie politique, les candidats de la majorité déchu tentent de prendre leurs distances avec le président impopulaire qui les a mis dans cette situation.

Par
JEAN-BAPTISTE
DAOULAS et LAURE ECUY

Emmanuel Macron rencontre, ces jeudi et vendredi, ses homologues de l'Union européenne pour un sommet censé répartir les *top jobs*, trois semaines après le scrutin du 9 juin (lire page 15). Ici, qui s'en soucie ? Les candidats de son ancienne majorité, qui luttent dans leur circonscription pour leur survie politique, sont désormais, au mieux, indifférents aux faits et gestes du président de la République. Au pire, ils redoutent une ennée déclaration délétaire, si jamais on lui tendait un micro dans les couloirs bruxellois. A deux jours du premier tour des

élections législatives anticipées, ainsi s'achève la première étape de cette campagne éclair, sauvage, anxiogène. Sans le Président, dissous avec le reste du paysage politique. Après avoir tout dynamité en promettant de faire de ce retour aux urnes une « respiration démocratique », Emmanuel Macron est prié de se tenir à distance, confronté au rejet et à l'incompréhension des électeurs, enterré vivant par une partie de son camp. « Tout le monde pensait qu'il ne ferait rien après les européennes, ils l'ont tous pris pour un con. Et lui les a déjoués », parvient à se réjouir un visiteur régulier de l'Elysée, qui persiste à penser que la dissolution était un coup gagnant. Mais qui est piégé ? Loin de faire bloc derrière

le chef de l'Etat, ses principaux généraux, affranchis, tracent leur route. Emmanuel Macron ayant « tué la majorité présidentielle », l'ex-Premier ministre Edouard Philippe « passe à autre chose » et veut bâtir une « majorité parlementaire ».

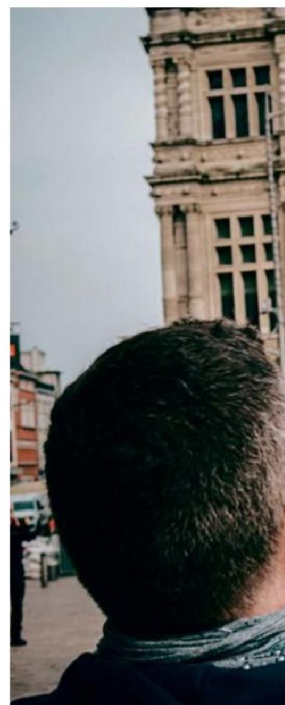
« TOUT LE MONDE A SES TYPES À CACHER »

L'actuel chef du gouvernement, Gabriel Attal, prie les Français de le « choisir » Premier ministre et promet « un avant et un après dans la pratique du pouvoir ». Tenant sa revanche sur les conseillers qui, dans l'ombre, lui ont mené la vie dure, le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, s'en prend aux « cloportes » qui infestent

« les palais de la République ». Gérard Darmanin, lui, fixe la fin de son bail au ministère de l'Intérieur, en cas de défaite dans sa circonscription du Nord, et travaille à son nouvel horizon politique (lire pages 4-5). Certes, c'est encore à l'Elysée que le Président, réunissant mardi en « conf call » les poids lourds de son camp, ébauche la stratégie de l'entre-deux-tours. « Je ne l'ai pas trouvé en retrait mais économe de sa parole. Il a dit tout de suite à Attal : "Gabriel, quelle est la ligne de la campagne ? Ton évaluation de la situation ?" », retrace un participant. S'il y a bien quelques aficionados pour rappeler à leurs camarades ingrats que c'est à Emmanuel Macron qu'ils doivent leur vic- ●●●



Le Premier ministre, Gabriel Attal, à



Lors d'un tractage pour la campagne



Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) le 14 juin. PHOTO DENIS ALLARD



d'Agnès Pannier-Runacher à Arras (Pas-de-Calais), le 19 juin. PHOTO STÉPHANE DUBROMIEL, HANS LUCAS

...toire aux législatives de 2017 et 2022, les députés «Ensemble pour la République» élus le 7 juillet auront, cette fois, sauvé leur siège malgré lui. «On sera allés la chercher, notre élection. Si on s'en sort, il ne faudra plus rien nous demander, prévient une ministre. Quoi qu'il arrive, ce sera une cohabitation avec le président de la République.»

Avant le verdict des urnes, les candidats du «bloc central» n'ont pas floqué leurs documents de campagne de son portrait et, sur le terrain, taisent le nom de ce chef de l'Etat devenu radioactif. «Tout le monde a ses types à cacher: nous cachons le Président, les socialistes cachent Mélenchon et Marine Le Pen cache ses fachos», résume Richard Ramos, ex-député Modem, candidat dans le Loiret. «Personne ne m'a parlé de la lettre qu'il a adressée aux Français. Ni militants, ni électeurs, ni élus. Les gens ne comprennent toujours pas pourquoi il a dissous. Il y a encore deux ou trois hurluberlus qui le trouvent formidable. Bon, je les laisse parler!» rapporte un ancien député Renaissance. «Vous n'imaginez pas le nombre d'électeurs qui me disent: "Faites-lui passer le message... Qu'il se taise." Et là, je pense au fait que jamais les députés n'ont de contact avec le Président et que je ne peux donc pas le lui dire», ajoute une autre, ironisant sur le lien déjà distendu entre Macron et les parlementaires.

S'il a confié les rênes de la campagne à son Premier ministre, le chef de l'Etat refuse de la mettre en sourdine. Conférence de presse, interventions en marge du G7, de la Fête de la musique ou de ses périples commémoratifs, lettre aux Français, confidences dans un podcast: neuf sorties en trois semaines! «La voix, l'écrit. Là où l'on est dans un rythme effréné, il choisit des formats doux, de temps long», vante un conseiller de l'Elysée. A chaque fois, Macron croit bon de justifier la dissolution. Un coup de poker? Un caprice? Non, un acte de «confiance» dans les électeurs. «Quand vous êtes persuadé d'avoir pris la bonne décision, vous n'avez pas besoin de la réexpliquer encore et encore», conclut un ministre, sans compassion.

Contraint de suivre la campagne de loin, Macron sonde des parlementaires restés proches de lui, qui reçoivent son rituel message: «Comment tu sens les choses?» Comme toujours quand ça va mal, les historiens Richard Ferrand et Julien Denormandie sont consultés. Par ses «capteurs» interposés, le chef de l'Etat mesure son impopularité. «Il est meurtri, il ne le dit pas mais je le sens. Il reçoit des seaux de boue, il ne le mérite pas», se désole l'ex-député Renaissance et candidat dans l'Hérault Patrick Vignal. Invité du podcast «Génération Do It Yourself» mis en ligne lundi, le Président évoque en boucle son lien tumultueux avec les Français. «Il y a un paquet de gens qui me trouvent haïnal. L'image se forme, elle se déforme, se décon-

«Les gens ne comprennent toujours pas pourquoi il a dissous. Il y a encore deux ou trois hurluberlus qui le trouvent formidable.»

Un ancien député Renaissance

textualise avec le système des réseaux sociaux», relativise-t-il, tentant de se présenter en président antisyndème, qui décide de dissoudre contre l'élite et les rentes établies. «Beaucoup de ces élites, dont les gens pensent que je suis le copain, [...] sont plutôt pour qu'on fasse les réformes en dehors du peuple, sans le peuple.» A son intervieweur, l'entrepreneur Matthieu Stefani, qui lui lance «les gens ne vous détestent pas autant que je le pensais», il répond, déconcertant de sincérité: «C'est gentil, ce que vous dites. Ça me fait du bien.»

«DANS UN AN, CE SERA REVENU»

«Sept ans de Macron bashing, on aura la médaille d'or de cette discipline aux JO», dédramatise François Patriat. Le sénateur Renaissance, macroniste à la vie à la mort, a vu des cotes de popularité plonger. Puis grimper. «Quand on voit celle de François Hollande aujourd'hui, j'ai de l'espoir! Macron, ce n'est pas Hollande, ça remontera beaucoup plus vite. Dans un an, ce sera revenu.» A l'Elysée aussi, on se console avec l'idée qu'on a vu pire. «Durant la crise des gilets jaunes, il était hué. Là, quand il se déplace, on ne sent pas ça», dit un proche. Dans un sondage Odoxa pour Public Sénat publié mardi, la cote de satisfaction du Président, à 27%, atteignait son plus bas niveau depuis décembre 2018.

«Indécrottable optimiste» comme il se décrit, Macron coache même certains de ses proches en campagne. A une ministre candidate, il écrit: «Tu vas gagner», «on va y arriver», «on regarde l'avenir». Il cite son propre exemple, la présidentielle de 2017: seul à y croire, il ne l'aurait pas remportée s'il s'était fié aux sondages et aux médias. «Il pense que c'est sain que la colère s'exprime et qu'ensuite, les choses retombent, qu'on peut repartir sur des bases saines. C'est son logiciel. Il est persuadé qu'il y a un chemin, qu'il fallait qu'on retrouve le goût de la gagne», rapporte son interlocutrice.

Dans la semaine précédant le scrutin européen, le chef de l'Etat entrevoyait encore une percée, au-dessus des 20%, de la liste Renew de Valérie Hayer qui n'a recueilli que 14,6% des voix. Entravé par l'absence de majorité absolue à l'Assem- **Suite page 4**



Suite de la page 3 blée nationale, Emmanuel Macron échafaude, depuis deux ans, des plans pour rebondir, invente un Conseil national de la refondation, des Rencontres de Saint-Denis, se donne «cent jours» après la réforme des retraites, convoque «un rendez-vous avec la nation» en janvier. Comme un joueur qui constamment relance après avoir perdu sa mise. Indéfectible optimisme.

«BESOIN D'UN PRÉSIDENT COSTAUD»

Si le paysage post-7 juillet est nimbé de brouillard, autour de lui, certains ébauchent les scénarios possibles. Faute d'une majorité claire, la nomination d'un gouvernement technique, le moins irritant possible? Ou le maintien du gouvernement actuel, chargé de gérer les affaires courantes en attendant qu'une solution émerge? «On en a parlé entre nous, sans le Premier ministre et le Président. Je n'ai pas senti que l'option longue passionnait vraiment», marmonne un ministre pas ravi à l'idée d'assurer l'interim. Habitué à diriger sans partage, Macron lui-même se résout à «changer profondément» la gouvernance, promettant «compromis» et «co-construction». «Ce n'est pas qui m'aime me suive», assure-t-il. Et pour cause.

En cohabitation ou en colocation avec une coalition aux contours encore difficiles à entrevoir, quelle place lui restera-t-il? «S'il lui faut de l'international et il finit son mandat comme ça, soit il réunit les gens de bonne foi, les élus de collectivités, les maires. Là, il est acculé mais il peut ressouder le pays», espère Patrick Vignal. Reste un paradoxe: pourrait-il être celui qui offre à l'extrême droite l'occasion d'une victoire historique et, en même temps, servir de (faible) garde-fou depuis l'Élysée? «Là où les gens se trompent, c'est que, avec une majorité RN ou pas, relative ou pas, on aura besoin d'un Président costaud, qui tient la boutique, mise un pilier du camp présidentiel. Et si on doit faire un gouvernement technique, il faudra qu'il le nomme, le manage et travaille avec lui. C'est contre-productif d'enterrer Macron aujourd'hui».

Un ultime pan, tant la nouvelle donne semble précipiter la fin de son règne. Obnubilé depuis deux ans par la crainte de son effacement, il a souvent pesté contre cette règle introduite par la Constitution en 2008 qui interdit au président de la République de concourir à un troisième mandat consécutif, le condamnant à voir l'unité de son camp et son propre pouvoir s'étioler. Ainsi le 31 août, réunissant les onze chefs de partis à Saint-Denis, Macron avait stupéfait ses convives en confessant: «Ne pas pouvoir être réélu est une funeste contrainte». Et si ce n'était pas la seule? ➤



Des affiche de campagne pour les législatives de Gérard Darmanin et son suppléant, Vincent Ledoux, à Linselles (Nord) mercredi.

Gérald Darmanin, le bienheureux de la dissolution

Depuis six mois, le ministre de l'Intérieur se préparait à ce big bang politique, prévenant en coulisses de son imminence. Alors qu'il s'apprête à retourner au Palais-Bourbon, il prend ses distances avec Macron, s'émancipe d'Edouard Philippe et ne s'interdit rien.

Au moins, dans ce marécage qu'est la macronie depuis l'annonce bombesque de la dissolution, une chose est sûre: Gérard Darmanin ne sera plus ministre de l'Intérieur après les élections législatives. Avant de le clamer dans la presse, le locataire de Place Beauvau l'a promis aux premiers jours de cette campagne éclair à ses deux garçons de 3 ans et 1 an et demi. Depuis, avec eux, il compte «les dodos qu'il reste avant de rentrer à Tourcoing». Derrière la légèreté de cette anecdote se cache une réalité politique

bien plus dure. La certitude qui l'anime que son camp va perdre le 7 juillet – «et si la majorité présidentielle arrive en tête?», interroge-t-on. «Je vous paie un verre», élude-t-il –, la volonté de préserver son avenir politique, la nécessité pour cela de retrouver sa liberté. «Cela fait sept ans que je suis ministre. Je ne souhaite plus continuer comme je l'ai déjà dit puisque j'avais prévu de partir après les Jeux. Désormais, il faut réfléchir, construire, écouter, comprendre où on n'a pas été bon,

pour construire un projet», développe le ministre de l'Intérieur, 41 ans, à Libération, mercredi, dans un PMU de la ville du Nord dont il est élu sans discontinuer depuis 2010. Et de se projeter largement dans «l'après» en déroulant les grandes lignes de ses préconisations: «Écouter les petites gens», «plus de bistros, moins de visios», soigner la France de sa «scoliose», ce qui veut dire «équilibre la fermeté sur le régali et l'écoute sur le social». Avant de lâcher ce qui apparaît comme une forme de rupture avec Emma-

nuel Macron, puisqu'il vise clairement le «en même temps» original: «On a pu être ambigu dans la majorité. On ne peut pas l'être si on va malheureusement dans l'opposition. Pour apparaître comme l'alternative, nous devons être clairs.»

LE RÉSULTAT DE SON «ANCRAGE»

En deux heures, deux cafés serrés pour tenir entre sa matinée parisienne marquée par la dissolution du GUD en Conseil des ministres et sa réunion publique prévue en fin de journée, suivies d'une heure de balade dans les rues, le candidat a été interpellé une bonne trentaine de fois par les Tourcoingnois. Que des «merci», pour la taxe d'habitation ici, pour la crèche ouverte aux enfants en situation de handicap là, puis ce jeune qui l'appelle «chef» et le boucher qui s'enquiert: «Ça va, la santé?» Darmanin répète que cette bienveillance est le résultat de son «ancrage», labourer le terrain, serrer des mains à tour de bras, servir l'électeur. Et martèle à tous ceux

qu'il croise qu'«il faut voter dimanche, sinon c'est le RN» (il ne s'aventurera pas sur le périlleux terrain du «ni-ni» qu'il revendique pourtant à Paris en plaçant dos à dos l'extrême droite et La France insoumise, intégrée au Nouveau Front populaire), avant de lancer parfois en saluant son interlocuteur un «mektoib» sonore. Tout cela devrait lui permettre de retrouver son siège de député au soir du second tour. Un sondage Ifop pour Paris Match publié mardi le crédite de 42% des intentions de vote au premier tour – mieux qu'en juin 2022 – contre 28% pour le candidat RN, parti qui a largement déboulé en tête des européennes à Tourcoing, et 24% pour la candidate NFP. Cela signifierait l'épilogue d'un semestre au cours duquel Gérard Darmanin n'a cessé de vanter en coulisses les vertus de la dissolution.

L'affaire démarre au début de l'hiver 2023. Le ministre de l'Intérieur défend son projet de loi immigration au Palais-Bourbon, pourfendu par la gauche pour qui il est déjà un épouvantail. Lui est reproché péle-mêle sa gestion répressive du maintien de l'ordre, la reprise des termes de l'extrême droite comme «ensauvagement de la société», la diabolisation des écologistes ou encore d'avoir été visé par une plainte pour viol (il a bénéficié en février d'un non-lieu définitif). Le 11 décembre, dans une ambiance survoltée, l'Assemblée nationale adopte une motion de rejet contre son texte. C'est une claque et une révélation. Gérard Darmanin se persuade dès lors que la majorité ne tiendra pas

ENQUÊTE



Gérald Darmanin dans son fief de Tourcoing, mercredi.

choc pendant trois ans dans ces conditions. La droite est trop divisée pour la soutenir, la gauche est surmotivée à l'empêcher. Et puis, surtout, il craint de sortir de là beaucoup trop abîmé. Le 9 janvier, une goutte d'eau fait déborder le vase. Gabriel Attal, alors 34 ans, l'un de ses rivaux dans la guerre de succession à Emmanuel Macron, est nommé à Matignon. Un poste pour lequel il s'était lui-même battu l'été précédent, en vain. Les « blessures narcissiques », disait un conseiller de l'exécutif, s'accumulent. Il faut trouver un moyen de sortir de là.

Dans un premier temps, Gérald Darmanin ne plaide pas clairement pour la dissolution, mais le voilà qui file quasiment tous les week-ends à Tourcoing, histoire de se rappeler au bon souvenir de ses électeurs. Et qui chuchote de plus en plus souvent à ses amis parlementaires : « Si j'ai un conseil à vous donner, c'est de passer du temps dans vos circonscriptions, parce que ça ne tiendra pas trois ans. Il va nécessairement dissoudre bientôt. » Enfin, inhabituel, l'ancien meilleur espoir de l'UMP, élevé dans le giron de Nicolas Sarkozy, se fait plutôt discret durant des semaines. Le premier flic de France se concentre officiellement sur l'organisation des Jeux olympiques de Paris. Un défi sécuritaire monstre qui l'accapare tout entier promet-il, tout comme l'opération « Place nette XXL » contre la drogue et, plus tard, les violences qu'il ne parvient pas à empêcher en Nouvelle-Calédonie.

En réalité, celui qui déplore que « des élites aient fait sécession » conti-

nue à travailler dans l'ombre son solide réseau dans lequel on trouve Vincent Bolloré – un repas par an en tête-à-tête et de multiples participations aux émissions de ses chaînes –, Nicolas Sarkozy, Xavier Bertrand et toute une foule de patrons, comme le vice-président de Publicis et ex-directeur de la communication d'Emmanuel Macron à l'Elysée, Clément Léonarduzzi.

Lorsque son propre directeur de la com à Beauvau, Matthieu Ellerbach, démissionne au mois d'avril pour rejoindre cette puissante agence, certains grincent des dents dans les palais de la République : « Publicis devient une succursale de l'entreprise Darmanin, sa rampe de lancement pour la présidentielle. On peut parler d'un axe Tourcoing-Publicis », s'inquiète à l'époque un cadre de la majorité. Darmanin rétorque à ce soupçon qu'il est également très proche de Michel Bettan, vice-président exécutif de Havas, et qu'avec le temps ses anciens collaborateurs évoluent « un peu partout ». Pas certain que l'argumentaire rassure ses opposants.

« LA SITUATION EST FIGÉE, BLOQUÉE »

Fin mai, dans l'avion qui les ramène de Nouméa où ils ont tenté, sans succès, d'apaiser la situation, Emmanuel Macron interroge Gérald Darmanin sur la façon de réagir en cas de lourde défaite lors des élections européennes qui approchent. Argumentant que le budget 2025 préparé par Bercy et qui impliquerait de trouver 30 milliards d'euros d'économies, serait rejeté par

l'Assemblée à l'automne – tacle à Bruno Le Maire, un autre rival, au passage –, il exprime en creux sa recommandation : « Monsieur le Président, je ne vois pas comment on ne se fait pas renverser en octobre. Il faut donc soit dissoudre d'ici là, soit faire un référendum – mais avec quelle question ? –, soit taper avec la droite, ce que vous ne voulez pas. » Il réécrit la même chose par SMS au chef de l'Etat quelques jours plus tard. Le 7 juin, en marge d'un déplacement en hommage au général de Gaulle à Bayeux, c'est au conseiller mémoire du Président, Bruno Roger-Petit, que Gérald Darmanin glisse : « Pour moi, la meilleure solution, c'est la dissolution. La situation est figée, bloquée. On va y aller à la motion de censure et si on y va dans ces conditions, on aura l'extrême droite au pouvoir en 2027. Le retour au peuple pour obtenir une clarification, c'est gauléen. » Ce même jour, le ministre échange également avec l'influent secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler. « La clé, c'est Kohler. Sans lui, il n'y a pas de dissolution. Or il a été convaincu par Gérald », affirme un proche du CAC 40 qui connaît bien les deux hommes. Darmanin et le bras droit du chef de l'Etat sont de fait proches, partageant régulièrement des têtes à têtes à l'Elysée ou chez Racines, un resto parisien prisé du ministre de l'Intérieur. « Alexis est fasciné par le côté petit vovou de Gérald Darmanin », affirme de son côté un conseiller ministériel.

Enfin, le 8 juin, à la veille de la dissolution, Gérald Darmanin devise

sous les ors de l'Elysée avec des invités du dîner d'Etat en l'honneur de Joe Biden. « Je le sens mal. Le RN va être très haut et nous très bas. La seule porte de sortie c'est la dissolution », analyse-t-il. Une bombe à fragmentation lancée le lendemain par Emmanuel Macron.

« Le Président a été courageux car l'Assemblée était bloquée. Ça fait six mois qu'on n'a pas fait voter un texte important, même les nouvelles règles de l'assurance chômage sont par décret. La dissolution est la conséquence logique de la défaite relative de 2022. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre, il s'agit de constater un fait », analyse Gérald Darmanin attablé dans le bistrot de Tourcoing. Mais alors que la vie politique est sens dessus dessous et que la macronie est globalement atterrée par le choix présidentiel, alors aussi

« Quand Edouard [Philippe] dit qu'on peut aller de la droite conservatrice à la gauche mitterrandienne, je me permets de dire qu'il ne faut pas refaire le coup du "en même temps". »

Gérald Darmanin
ministre de l'Intérieur

qu'une partie des conseillers d'Emmanuel Macron, dont Bruno Roger-Petit, ont pris la foudre pour avoir revendiqué l'idée de la dissolution, Gérald Darmanin, plus tactique, se dédouane d'une formule : « Prévoir l'orage n'est pas le vouloir. »

Et maintenant ? Il devrait retrouver le Palais-Bourbon avec gourmandise. Darmanin répète depuis des mois déjà qu'il pense qu'Edouard Philippe est le mieux placé pour 2027, mais il ne faudrait pas y lire pour autant une forme d'allégeance. « Je ne suis pas membre d'Horizons et je n'ai pas vocation à l'être. Mais avec Edouard, on doit travailler ensemble à rassembler et à proposer un projet. On verra après les législatives les contours que prennent les groupes à l'Assemblée, mais la priorité, c'est d'essayer de rester uni sur une ligne politique », précise-t-il devant Libération avant de souligner : « Quand Edouard dit qu'on peut aller de la droite conservatrice à la gauche mitterrandienne, je me permets de dire qu'il ne faut pas refaire le coup du "en même temps". Je pense qu'il faut d'abord rassembler la droite et le centre. Nous pouvons avoir de légères divergences. »

SOUFFLER LE CHAUD ET LE FROID

Darmanin veut donc lui s'installer en patron de la droite, de celle qui a largué Eric Ciotti jusqu'aux élus de la majorité dépités. Il jure recevoir des dizaines de textos de députés LR lui expliquant qu'ils ne se rangent jamais sous la coupe de Laurent Wauquiez, lequel pourrait devenir le nouveau patron de la droite à l'Assemblée, et qu'ils sont prêts à le suivre. Du côté des vestiges de la macronie, Gérald Darmanin sait qu'il trouvera Gabriel Attal sur son chemin. Après avoir encaissé, KO debout, le choc de la dissolution, le Premier ministre devrait lui aussi être réélu sans difficulté dans sa circonscription des Hauts-de-Seine. Si l'Elysée entretient le flou sur son avenir à Matignon, histoire de ne pas acter la défaite avant le match, Attal devrait aussi retrouver les couloirs du Palais-Bourbon. Et comme Darmanin, tenter de réfléchir l'après-Macron.

Le ministre de l'Intérieur souffle le chaud et le froid sur sa relation avec le chef du gouvernement. « Gabriel et moi, on fait campagne avec deux styles et deux territoires différents bien sûr. Plus on se connaît, plus on s'apprécie, comme le dit le film, mais nous n'avons pas de relation d'amitié. C'est un talent et il faut rassembler les talents ensemble. » Il se fait prudent sur ses éventuelles velléités élyséennes pour 2027 : « La présidentielle, on verra après ce rassemblement et après le projet. » En marchant dans Tourcoing, on lui soumet les noms de ceux qui rêvent de l'Elysée à voix haute, à commencer par Xavier Bertrand et Edouard Philippe. Il coupe : « Alors, je peux peut-être m'autoriser aussi à y réfléchir. » La dissolution comme une libération, il fallait y penser.

CHARLOTTE CHAFFANON
Envoyée spéciale à Tourcoing
Photos HUGO CLARENCE
JANODY, HANS LUCAS



Education

Les cadres étudient les moyens de résister

Hauts fonctionnaires, proviseurs, inspecteurs... Anticipant une arrivée du RN et de son programme réactionnaire, l'administration éducative fait face au dilemme classique entre le départ et la résistance de l'intérieur. D'ores et déjà, des liens se tissent entre ceux qui comptent tenir bon.



Par
CÉCILE BOURGNEUF

Faut-il rester ou partir ? Lutter de l'intérieur ou marquer son désaccord en démissionnant ? Ce dilemme, qui paraît pour beaucoup insoluble, agite une bonne partie des hauts cadres de l'éducation nationale en cas de victoire de l'extrême droite aux législatives anticipées, suivi de l'arrivée d'un ministre Rassemblement national rue de Grenelle. «*Tout le monde pense à la démission mais avec l'inconvénient de faire nous-mêmes l'épuration dont rêve le RN. Et de laisser les profs et les chefs d'établissements seuls sur le terrain, ce qui peut être vu comme une preuve de courage ou, à l'inverse, comme une grande trahison, anticipe un inspecteur général qui, comme ses 257 autres collègues, travaille sous contrôle du ministre pour évaluer et accompagner les politiques publiques. Mais si on reste, les gens vont dire "ah ils sont*

vendus, ils sont prêts à retourner leur veste pour garder leur fric», craint aussi ce haut fonctionnaire qui change d'avis «*douze fois dans la journée*» sur ce qu'il fera si le RN l'emporte. «*Respectez bien mon anonymat hein*», précise-t-il, en raison de son devoir de réserve. Le ministère de l'Éducation nationale a d'ailleurs rappelé à ses agents de la fonction publique, dans une circulaire adressée par mail le 14 juin, de respecter cette obligation notamment «*en période électorale*». La crise démocratique, institutionnelle et politique déclenchée par Emmanuel Macron avec la dissolution de l'Assemblée nationale désespère la douzaine de cadres et hauts cadres de l'éducation nationale joints par Libération. Qui se disent «*très inquiets et abasourdis*». «*On est tous dégoûtés par la décision de Macron qui a lâché son administration. En général, à l'éducation nationale, on est des gens loyaux, consensuels, mais là, on est largués*», ajoute cet inspecteur général. Il

tient à son devoir de réserve, auquel chaque fonctionnaire est soumis, «*parce que ça protège tout le monde donc ça protège la République. Mais si l'inspection générale devient fasciste ce ne sera pas supportable*». Les ministres ne sont pas contraints de passer par le Parlement et peu-

«On a considéré qu'un certain nombre de mesures étaient contraires aux principes éducatifs de neutralité, d'égalité et de laïcité.»

Jean-Charles Ringard
inspecteur général honoraire,
à propos du programme du RN
sur l'éducation

vent utiliser la voie réglementaire. «*Le futur ministre de l'Éducation nationale peut changer toute la maison ou encore une grande partie du système éducatif par des circulaires, s'alarme une autre inspectrice générale. C'est très plastique, l'éducation nationale. Le RN peut changer facilement les programmes, le temps scolaire, la pédagogie, l'autonomie des établissements ou encore les sorties scolaires voire le périscolaire*». «*Gabriel Attal a fait de l'école un outil politique et le RN en fera sûrement un outil de propagande, avance un haut fonctionnaire de la rue de Grenelle. Il est allé sur la ligne de l'adversaire, c'est un très mauvais calcul parce que cela légitime les idées les plus conservatrices qui étaient dans le domaine de l'extrême droite*».

**DÉSORDRE AUX ORDRES
MANIFESTEMENT ILLÉGAUX**

Jean-Charles Ringard, inspecteur général honoraire, a décoré avec quatre autres cadres en poste

la partie éducation des programmes de Marine Le Pen, députée RN sortante du Pas-de-Calais, et du président du parti Reconquête, Eric Zemmour, lors de la présidentielle de 2022. Puis il a «*tenté d'analyser*» celui de Jordan Bardella pour ces législatives, «*directement inspiré de celui de Marine Le Pen*», précise-t-il, tout comme les déclarations de Roger Chudeau, député sortant RN du Loir-et-Cher et largement pressenti comme futur ministre de l'Éducation en cas de victoire de son parti à l'issue des législatives. «*À l'aune de ce programme et de ces sorties médiatiques, on a considéré qu'un certain nombre de mesures étaient contraires aux principes éducatifs de neutralité, d'égalité et de laïcité*, alerte Jean-Charles Ringard. Notre fonction, c'est d'être les relais de la politique nationale, donc qu'est-ce qu'on a comme recours ? Un seul, selon cet ancien conseiller de l'ex-ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer : s'appuyer sur l'article L121-10 du code

Suite page 8



A Béziers, en février.
La ville expérimente
la tenue unique
à l'école. PHOTO ALAIN
ROBERT SIPA

Les plans du RN pour l'école: tri des élèves, fin des REP, nationalisme...

Le parti d'extrême droite, dont le député Roger Chudeau est pressenti rue de Grenelle en cas de majorité le 7 juillet, envisage un système qui ferait sortir du tronc commun plus d'élèves, et plus tôt.

Toujours plus loin vers une école aux ordres. Après le «sursaut d'autorité» brandi par le Premier ministre, Gabriel Attal, mi-avril, Jordan Bardella promet un «big bang» pour faire respecter ce principe, grande marotte de la droite et de l'extrême droite. Le 24 juin, lors de la présentation de son programme pour les législatives, le président du Rassemblement national (RN) a assuré, en cas de victoire, le soutien «système-

matique» aux enseignants agressés et la poursuite des expérimentations sur le port de l'uniforme, que son parti souhaite voir généralisé. Un projet qui ne sera pas déployé avant plusieurs années. Jordan Bardella compte également interdire les téléphones portables – déjà proscrits par la loi à l'école et au collège – jusqu'à la fin du lycée.

«Le collège unique, c'est fini!»

Le RN entend aussi et surtout envoyer les élèves dits «perturbateurs ou harceleurs», exclus deux fois de leurs établissements, dans des centres «spécialisés» où ils réaliseraient toute leur scolarité, jusqu'à leurs 16 ans. Et cela, «sans possibilité de retour vers un établissement normal», a annoncé le 20 juin, aux Echos, Roger Chudeau, député RN sortant du Loire-et-Cher pressenti à la tête de la rue de Grenelle en cas de victoire de son parti

le 7 juillet. Ce référent de Marine Le Pen pour l'éducation souhaite orienter «de plus tôt possible» ces élèves vers le marché du travail. S'ils sont la cause d'une nouvelle perturbation dans ces structures, ils iront dans des centres éducatifs fermés «sur décision de justice», selon les Echos. Une mesure qui s'appliquerait aussi aux «élèves radicalisés». «Mais où est la prévention ? s'indigne Jean-Paul Delahaye, ex-numéro 2 de l'Éducation nationale. Il n'est pas question d'être naïf ou laxiste, il y a des élèves qui posent problème. Mais dans ce cas on les traite en amont. Et tous les élèves perturbateurs ne sont pas des délinquants en puissance. Il faut choisir la voie de l'éducation plutôt que celle de l'exclusion.»

L'école de la République sera-t-elle, avec le RN au pouvoir, toujours une école pour tous les élèves ? Non, puisque le parti d'extrême droite s'oppose à la démocratisation et à la massifi-

cation scolaire. Roger Chudeau prévoit d'imposer un examen national en CM2, à l'issue duquel les élèves qui échouent redoubleront ou seront envoyés vers des «sixièmes d'adaptation». «Le collège unique, c'est fini!», clame-t-il. Un retour en arrière de plus de cinquante ans donc puisque le collège unique, créé en 1975, serait remplacé par un collège «modulaire» dans lequel les adolescents pourraient être orientés vers la voie professionnelle avant la troisième. Le brevet ferait office de «véritable examen de passage» pour intégrer la seconde. «Cette sélection des élèves dès la sixième, c'est un tri social parce qu'on sait très bien de quelle catégorie sociale viendront les élèves qui échoueront à cet examen», se désole Jean-Paul Delahaye.

Quant à la réforme du «choc des savoirs», qui prévoit d'instaurer des groupes de niveau en français et en maths au collège, «on va l'abolir en tant que politique publique et arrêter de caporaliser les enseignants», annonce Roger Chudeau. Mais l'organisation des groupes ne disparaîtrait pas puisqu'elle serait à la main des établissements et des enseignants. «Est-ce que demain, les élèves en situation de handicap, les élèves dans les classes allophones, seront encore accueillis ? Est-ce qu'il y aura une sélection sur la nationalité des élèves ? Est-ce que demain l'école de la République sera toujours une école pour toutes et tous ? s'alarme un directeur académique. «Aujourd'hui, le Conseil constitutionnel protège les boursiers qui n'ont pas la nationalité française, mais jusqu'à quand ?», s'inquiète le proviseur d'un lycée de région parisienne.

«Citoyens français, pas du monde»

Toujours au détriment des plus défavorisés, les Réseaux d'éducation prioritaire (REP) seront supprimés, seuls persistant les Réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+). Roger Chudeau a également précisé que les enseignants de REP+ auraient davantage de moyens et de «marges de manœuvre pédagogiques pour répondre à la mission de l'école : une mission d'assimilation, d'élévation des élèves au rang de citoyen français, pas citoyen du monde». Au lycée, le RN compte mettre fin au «bac Blanquer» à la rentrée 2025, en rétablissant les séries «qui seraient modernisées» selon les Echos, et en revenant aux «groupes-classes», aujourd'hui éclatés par spécialités. Le bac redeviendrait un examen terminal avec un règlement «revu» et «plus exigeant», et Parcoursup serait modifié. Roger Chudeau a d'ailleurs déposé, en avril 2023, une proposition de loi en ce sens.

Le RN souhaite aussi réformer la formation des professeurs, avec des universités reléguées au rang de «prestataires de services». Roger Chudeau promet de garantir leur liberté pédagogique mais il insiste sur le principe de neutralité des agents qui correspond selon lui à «ne pas confondre opinion et connaissances» en évoquant, dans les colonnes du Monde, les questions de «genre» ou le «wokisme». «La neutralité [pour l'extrême droite], ce sont leurs idées, avec une préférence nationale pour les élèves, une autre lecture de l'histoire de France. Plutôt que d'être une France universaliste, on va faire une France réformée sur elle-même», anticipe Jean-Charles Ringard, inspecteur général honoraire. «Quand on se penche sur le programme du RN de 2022, il y a toute une série de mesures qui montrent que le RN veut contrôler plus rigoureusement les enseignements, prédit un ancien recteur auprès de Libération. Mais c'est très difficilement applicable parce qu'il n'y a pas de caméra dans chaque classe pour vérifier ce qui se fait. En revanche, cela peut entraîner des risques de délation par des parents mal intentionnés, et donc pourrir le climat des établissements.»

C.Br.



Roger Chudeau, pressenti comme futur ministre de l'Éducation du RN. PHOTO A. CORNU, HANS LUCAS

Suite de la page 6 général de la fonction publique qui prévoit que tout agent public «doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public».

Le 14 juin, ces lanceurs d'alerte ont ainsi rédigé une pétition signée par plus de 2830 chefs d'établissements et inspecteurs généraux pour affirmer qu'ils désobéiraient à un éventuel gouvernement RN. Un objectif, «sensibiliser les collègues pour leur dire qu'on peut utiliser ce droit à la désobéissance civile, ce qui est rarissime dans l'histoire de l'éducation nationale, et qu'il ne contrevient pas au principe de loyauté ni au droit de réserve. Car les idées du RN vont à l'encontre du principe d'égalité puisqu'elles défendent une école qui hiérarchise, exclut et trie les élèves au détriment des plus défavorisés», précise Jean-Charles Ringard. En réaction, Roger Chudeau a menacé,

«Si je démissionne je fais quoi? Je crée une école privée hors contrat pour les enfants exclus du public par le RN, comme ceux des gens du voyage par exemple?»

Un proviseur

lundi sur BFMTV, les signataires du texte d'une sanction disciplinaire: «Si nous arrivons au pouvoir et si j'ai quelque chose à voir dans l'éducation, j'écarterai ces gens-là pour leur dire: "Vous avez une semaine pour vous rétracter. Excusez-vous publiquement parce que vous avez violé tous les principes et la déontologie de votre fonction. Et sinon vous passe-

rez en conseil de discipline.» «En gros, on doit fermer notre gueule ou on est délogés», résume Jean-Charles Ringard, qui assure que Chudeau a obtenu l'effet inverse avec 400 signatures de plus récoltées le jour de sa déclaration. «Si les signataires acceptent de s'exposer, puisque la pétition est nominative, c'est parce qu'ils expriment leur loyauté à l'égard du principe d'éducation pour lequel nous sommes des serveurs de l'État que ce soit sous des gouvernements de droite, de gauche, du centre. Or pour l'extrême droite, l'école est un espace de bataille idéologique, qui porte atteinte au principe de l'école et donc de la République, et on ne sera pas les valeurs d'une telle politique.»

COLLECTIFS DISCRETS

«Le RN veut taire toute opposition pour faire régner la terreur. Ça fait peur mais à un moment chacun va devoir assumer ses responsabilités», tranche l'un des 170 Dassen, direc-

teurs académiques chargés d'appliquer la politique ministérielle au niveau départemental. Depuis deux semaines, «ça échange entre tous les collègues de France pour savoir si on doit agir selon notre devoir ou selon notre conscience, ajoute ce haut cadre. Aujourd'hui ce qui est le plus partagé par les inspecteurs et les chefs d'établissement c'est: je ne veux pas mettre en application des mesures de tri des enfants. Mais si on agit en douce, quelle sera notre marge de manœuvre? Car ça se voit très vite si on n'obéit pas.»

Les discussions restent informelles, à voix basse entre cadres qui se savent du même camp républicain, dans les couloirs des établissements, des services académiques et au sein même du ministère. «On en parle plus facilement quand on enlève la cravate le soir au resto», rapporte un inspecteur général. D'autres créent des groupes WhatsApp. Certaines discussions regroupent plus de 300 cadres de l'éducation nationale, rapporte un proviseur à Libération. Des réunions s'organisent aussi en toute discrétion. Selon les informations de Libération, un collectif de hauts fonctionnaires des ministères de l'Éducation nationale, de la Santé ou encore des Affaires étrangères s'est réuni à Paris le 24 juin, «pour essayer de réfléchir ensemble sur la manière de se comporter si on se retrouve tous avec un ministre RN», précise une source haut placée. Najat Vallaud-Belkacem, première femme nommée ministre de l'Éducation nationale, en 2014, a aussi organisé chez elle, samedi soir à Paris, une réunion de trois heures avec une quinzaine de cadres de l'éducation nationale et des élus de collectivités locales «parce qu'elles risquent de se voir retirer des moyens d'agir, sur l'entretien des établissements dans les quartiers populaires, par exemple, explique l'ex-ministre socialiste, qui compte multiplier ce type de réunions. Il est assez probable que le RN l'emporte donc il faut anticiper.»

Si le RN débarque au pouvoir, il peut aussi changer toutes les nominations à sa main: recteurs, Dassen, administration centrale. «Des ministres ont traversé des alternances avec une certaine continuité, ce qui n'est pas le cas à l'éducation nationale où les guerres scolaires sont vives voire conflictuelles au sein même de l'administration», résume une inspectrice générale. Nommés en Conseil des ministres par le Président, sur proposition du ministre de l'Éducation, les recteurs représentent ce dernier dans leurs académies ou régions. 30 au total, et sont chargés de faire appliquer les réformes, de gérer le quotidien des établissements. «Ils ont à la fois une casquette administrative et une casquette politique, explique Sophie Vénétat, secrétaire générale du Snes-FSU. Au point que certains se voient comme des ministres bis dans leur académie.»

Parmi la dizaine de recteurs et rectrices contactés, aucun n'a souhaité répondre à Libération «à ce stade», prédisent une majorité d'entre eux. Seule une petite poignée envisage la démission si le RN passe. «C'est le bal des faux culs, ces recteurs qui

veulent rester en disant qu'ils seront peut-être plus utiles en agissant de l'intérieur, s'agace un haut fonctionnaire. A un moment il faut agir quand on n'est pas d'accord. Je ne parle pas des intermédiaires comme les inspecteurs de l'éducation nationale ou les inspecteurs pédagogiques régionaux. Eux, ils n'ont pas le choix, sinon ils doivent quitter la fonction publique. Mais les recteurs retrouvent leur corps d'origine, dans de bonnes conditions.»

Roger Chudeau a assuré dans un entretien aux Echos le 20 juin qu'il n'y aurait pas «de valse des recteurs. Ce sont des serveurs de l'État, mais s'il y a des départs, nous avons déjà en magasin des nominations possibles». «Infaillible, rétorque un haut fonctionnaire à Libé. Le vivier de recteurs potentiel est déjà faible dans le cadre de la majorité actuelle.» Pour assurer ses arrières, l'actuel ministre de l'Éducation a nommé mercredi trois recteurs sur des postes jusqu'ici vacants.

«CE QUI FERA DU MAL, C'EST SI ON NE SE SECOUR PAS»

«Même si quelques personnes prennent par anticipation des positions de résistance, je crains qu'elles ne soient pas représentatives de la majorité. Je m'attends plutôt à ce que ce soient la résignation et la passivité qui l'emportent, prédit l'ex-recteur et historien Jean-François Chanut.

Les pouvoirs trouvent toujours leurs serveurs. "Les révolutions nationales, disait Erich Maria Remarque, libèrent la vermine qui grouille sous l'immobilité des pierres." Elle trouve alors "de nobles formules pour déguiser son abjection." Toute forme d'attentisme risque d'être dangereuse, ajoute le proviseur d'un lycée favorisé de la région parisienne: «La grenouille qu'on met dans une casserole d'eau chaude tout doucement, elle ne se rend pas compte qu'elle brûle.» Comment compte-t-il lutter de l'intérieur? Exemple, avec la cantine. Pour y manger, la famille d'un élève doit l'avoir payée, c'est le règlement. «Mais ce n'est pas éthique, donc je fais manger les gamins d'abord puis je m'arrange avec les parents, raconte ce proviseur. Et je continuerai demain si on me dit aussi qu'un élève sans papiers n'a plus droit à une aide financière pour la cantine. Est-ce que je mentirai? Oui, mais c'est assez facile à contrôler.» Si la sanction lui tombe dessus, il s'interroge. «Si je démissionne je fais quoi? Je crée une école privée hors contrat pour les enfants exclus du public par le RN, comme ceux des gens du voyage par exemple?» «On reste maître de l'orientation de notre établissement mais ce qui fait la différence au quotidien, c'est la façon dont on se comporte avec les élèves, et on peut chacun se battre là-dessus, estime la proviseuse d'un lycée des Bouches-du-Rhône. Ce n'est pas héroïque mais c'est vivre avec ses valeurs et je n'envisage pas de faire le contraire. Ce qui fera du mal, c'est si on ne se secour pas. Je pense à la responsabilité de chaque citoyen.» Dans un sourire, elle ajoute: «Je suis pleine d'espoir parce que je connais beaucoup de collègues qui sont super et qui se battent.»



LA LIGNE 14 EST ARRIVÉE À L'AÉROPORT PARIS-ORLY.

Avec la ligne 14, rejoignez Paris-Orly en 25 minutes depuis Châtelet.





Jordan Bardella et Gabriel Attal, lors du débat télévisé de mardi. PHOTO DENIS ALLARD

Sur le terrain, les adversaires du RN jouent en vain la carte de la rationalité

Si les arguments concrets à opposer pour contrer le parti d'extrême droite sur son programme flou, ses revirements ou son passé ne manquent pas, les aspirants députés en campagne ont de plus en plus l'impression que les électeurs en colère ne s'aventurent plus sur «le terrain des idées».

Par où commencer ? Ces affiches où les visages de candidats Rassemblement national fantomatiques restent invisibles, occultés par le sourire de Marine Le Pen et Jordan Bardella ? Ces profils loufoques – une magnétiseuse en Côte-d'Or – ou franchement nauséabonds de militants aux dérapages multidocumentés par la presse ? Ou peut-être ces promesses irréalistes que Bardella ne cesse de renier, la dernière en date étant l'exonération d'impôts sur le revenu pour tous les moins de 30 ans ? Les adversaires du RN n'avaient qu'à se baisser pour trouver des angles d'attaque. En théorie, du moins. En pratique, ces trois semaines de

campagne éclair se terminent sur un constat d'incapacité à faire entendre des arguments de fond aux électeurs. «Avec la dissolution, d'un coup, on a dérangé la vie des gens, constate le député Renaissance Patrick Vignal. On est dans l'émotionnel irrationnel.» Dans les Yvelines, l'ex-ministre Nadia Hai fait face à la cuisinière médiatique Babette de Rozières, investie par l'extrême droite alors qu'elle tentait encore il y a deux ans de se présenter sous les couleurs de la «majorité présidentielle». «Il y a des gens qui veulent bien discuter. Quand on arrive à placer des arguments, certains changent d'avis dans la conversation ou disent qu'ils vont réfléchir», raconte l'élue Re-

naissance. Mais d'autres ne veulent pas ouvrir la discussion. Et là, c'est mort.»

«SCHIZOPHRÉNIE ÉLECTORALE»

Emmanuel Macron s'est planté sur la météo émotionnelle du pays. Lui qui misait sur un retour à la modération après le grand défiloir des élections européennes n'a pas fait baisser «la fièvre» qu'il diagnostiquait le 9 juin en dissolvant l'Assemblée. Selon une étude Verian pour la Fondation Jean-Jaurès réalisée du 19 au 21 juin, les cinq émotions les plus partagées par les Français sont la fatigue, la colère, la tristesse, la peur et la honte. «Si des gens choisissent sur des émotions plus que des informations, alors peut-

être qu'ils choisissent le pire», s'inquiétait lundi le Président dans le podcast Génération Do It Yourself. «Je me suis dit que les élections législatives, ce n'était pas les élections européennes, et que les gens réfléchiraient. Mais non, les gens veulent confirmer leur vote en fin de compte», déplore le président des sénateurs Renaissance, François Patriat. Le chef de l'Etat n'a rien apaisé en parlant de «guerre civile» en cas de victoire de La France insoumise ou du RN. Lui aussi a contribué à la confusion générale en présentant a posteriori la dissolution comme inéluctable alors que ses premiers ministres, Elisabeth Borne puis Gabriel Attal, se targuaient depuis deux ans de naviguer

à l'Assemblée, en dépit d'une majorité relative. Dérailleur pour déraison, une ministre s'est vu expliquer dans une réunion par un électeur macroniste qu'il valait mieux purger en juillet l'accession du RN aux responsabilités : «Autant y aller maintenant dans l'idée qu'ils se plantent, tant qu'il y a des contre-pouvoirs.»

«Les gens sont perdus, ça va trop vite pour eux, ils ne comprennent rien», regrette Richard Ramos (Modem), candidat à sa réélection dans le Loiret. Les gens de gauche ne comprennent pas comment ça peut marcher entre Macron et Hollande. A droite, ils ne comprennent pas comment les LR ont fait affaire avec le RN. Et au milieu, Edouard

«Les adhérents nouveaux du RN ne veulent pas croire à son idéologie. Ils nous disent qu'on exagère.»

Nadia Hai
candidate Renaissance
dans les Yvelines

Philippe n'est plus avec Macron ? Face à ces mouvements tectoniques, le RN affiche une forme de stabilité. Les alertes sur les conséquences de son accession au pouvoir se heurtent à un mur de déni. Dans l'Hérault, Vignal a tenté de raisonner un électeur juif, lui rappelant les racines antisémites du lepénisme : «Mais, enfin, vous savez ce que c'est ?» lance-t-il. «Non, ce sera RN ?» «Les adhérents ou sympathisants nouveaux du RN ne veulent pas croire à son idéologie, désespère Nadia Hai. Ils nous disent qu'on exagère.» En Corse-Sud, Laurent Marcangeli (Horizons) a vu Jordan Bardella rassembler aux européennes davantage de voix que Marine Le Pen à la présidentielle en 2022, malgré une participation nettement moindre. Que le RN et Reconquête, «des familles politiques très défavorables aux mouvements autonomistes», percent sur une île dont trois députés sortants sur quatre sont nationalistes le laisse pantois : «Il y a une forme de schizophrénie électorale depuis des années. On sort du terrain des idées. Une jeunesse de droite chez moi est de plus en plus radicalisée. Des primo-votants m'expliquent qu'ils veulent Jordan Bardella Premier ministre, sans être capables de me donner des idées. C'est génération TikTok.» La stratégie de parler au portefeuille des électeurs ne paie pas davantage. «Que deviendraient vos retraites ? Ils ne pourraient plus les payer. Que deviendraient vos prêts immobiliers ? Les crédits vont flamber», alertait le Président le 12 juin. Les électeurs tentés par le RN s'en moquent d'autant plus que Bardella d'ait boisé en catastrophe les mesures les plus coûteuses de son programme, la baisse de la TVA sur des produits de première nécessité comme l'abrogation de la réforme des retraites. «Le RN, ce sont des démagos. Ils sont capables de changer sur tout», s'agace le président des sénateurs LR, Bruno Retailleau. «Bardella singe la capacité à gouverner par de gros mensures de cravate. C'est l'incarnation du vide. Ça finit par se voir. Les recu-

lades, ça pèse dans la balance», veut croire le député ex-LR Aurélien Pradié. Tout semble pourtant glisser sur le RN. Étrillé par Gabriel Attal durant un face-à-face télévisé en mai, notamment sur son fumeux concept de «double frontière», le président du RN n'avait pas perdu de plumes dans les intentions de vote. Gagner un débat projet contre projet a-t-il encore un sens ? «Le critère rationnel est inutile, au pire contreproductif, constatait alors un ex-ministre. Quand vous donnez l'impression de faire la leçon, les gens se mettent du côté du gars qui prend la leçon.» Une stratégie du cancre désormais revendiquée. Mardi soir sur TF1, Bardella ne faisait plus l'effort de répondre sur le fond aux questions d'Attal. Il s'est contenté de le surnommer «Monsieur le professeur», renvoyant le Premier ministre au camp des élites. «Je ne comprends pas que les gens ne lui reprochent pas cette arrogance», enrage François Patriat. «L'espoir et l'envie de changement sont tels que les attaques de nos adversaires n'ont que peu de prise», fanfaronne le député RN Jean-Philippe Tanguy.

«MAIS REGARDEZ L'IMMIGRATION»

Sur le marché d'Arras, le 19 juin, la ministre déléguée à l'Agriculture, Agnès Pannier-Runacher, aborde un couple de retraités décidés à voter RN. Ils doivent économiser sur le chauffage en hiver, «il fait 13°C le matin dans la maison». Elle tente d'expliquer son combat au niveau européen pour faire baisser la facture d'électricité des Français l'an prochain. «J'ai roulé sur les Allemands pour obtenir la reconnaissance du nucléaire. Le RN n'a rien fait», explique la candidate aux législatives. La complexité du marché européen de l'électricité se heurte aux affects. «Macron, j'y ai cru. Mais regardez l'immigration. A Calais, les gens ne peuvent plus revendre leur maison», renvoie la dame. «Le programme économique du RN est une catastrophe» met en garde Pannier-Runacher. «Il y a deux ans et demi, trois ans [jusqu'à la présidentielle de 2027], et on rebattra les cartes», minimise le mari. La ministre pointe le risque d'un rebond du chômage dans le bassin minier, l'absurdité de subventionner les énergies fossiles... il n'en démordra pas. «Je suis d'accord, le RN n'a pas de solution miracle mais on sanctionne les dix ans de laxisme. Point barre.»

JEAN-BAPTISTE DAOLAS
et **LAURE EQUY**

EN BREF

410 000

C'est le nombre de Françaises et Français résidant hors de France qui ont voté en ligne pour les élections législatives anticipées, a annoncé jeudi le ministère des Affaires étrangères. Ils étaient 250 000 en 2022. Le vote en ligne, qui s'est ouvert mardi et s'est terminé jeudi à midi, a été pris d'assaut à l'ouverture, entraînant des problèmes d'accès au site.

3

C'est le nombre de fois où la justice a rejeté les tentatives de LR d'exclure son président, Eric Ciotti, après son alliance électorale avec le RN. Le tribunal judiciaire de Paris a déclaré irrecevable jeudi en référé la troisième demande, signée par 703 membres du conseil national de LR, qui exigeaient la nomination d'un mandataire ad hoc. Encore raté.

«Sans remettre en cause le domaine réservé du Président en matière d'envoi de troupes à l'étranger, le Premier ministre a, par le contrôle budgétaire, le moyen de s'y opposer.»



MARINE LE PEN
rétro pédalant sur X après ses propos sur le rôle de chef des armées

Dans une interview mercredi au *Télégramme*, Marine Le Pen a affirmé qu'en tant que Premier ministre, Jordan Bardella s'opposerait au Président sur l'envoi de troupes en Ukraine. A l'interrogation «Comment les deux hommes vont-ils s'entendre sur les questions diplomatiques-militaires ?» elle répondait : «Chef des armées, pour le Président, c'est un titre honorifique puisque c'est le Premier ministre qui tient les cordons de la bourse.» «La Constitution n'est pas honorifique», a répondu jeudi le ministre des Armées, Sébastien Lecornu. Sur *CNews*, François Bayrou a pour sa part estimé, citant notamment l'article 15 de la loi fondamentale : «Ils vont prétendre que ce sont des titres pour faire joli, alors vous mettez en cause la Constitution. [...] Si vous mettez en cause le texte même de la Constitution, vous mettez en cause l'ordre du pays.» Face à la bronca, Marine Le Pen a fini par rétrocéder.

A lire en intégralité sur *liberation.fr*

Antisémitisme Le candidat LFI Reda Belkadi désinvesti

Celui qui était candidat sur la 1^{re} circonscription du Loir-et-Cher pour le Nouveau Front populaire a été désinvesti par le comité électoral de La France insoumise jeudi. En cause : des «tweets à caractère antisémite publiés il y a six ans» et dont le parti venait d'être informé. Le comité de respect des principes a été saisi pour «obtenir son exclusion immédiate». Le candidat déchu a présenté ses excuses, déclarant que ses tweets «absolument inacceptables» étaient «le reflet d'un manque cruel, à cette époque, de formation et d'éducation» de sa part.

Chez LR, on préfère le silence au barrage

Si la macronie semble vouloir arrêter une position officielle pour le second tour des législatives, le 7 juillet, en cas de duels entre le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire, ce n'est semble-t-il pas la même ambiance chez Les Républicains. Le parti de droite (ou du moins ce qu'il en reste), promis à de nombreuses éliminations dès le premier tour, parlera-t-il d'une même voix dimanche soir ou la semaine prochaine ? «A priori, ce n'est pas prévu», indique une cadre. Une députée certifie qu'«il n'y aura pas de consigne de vote» de leur part car «c'est dans [leur] ADN». Depuis la dissolution, toutes les figures de droite ont pris des positions personnelles, les plus souvent pour refuser de choisir entre l'extrême droite et l'alliance de gauche, voire pour indiquer leur préférence pour le parti lepéniste. Une cacophonie à laquelle LR ne semble avoir nulle envie de mettre un terme. Cette non-ligne officielle relève «clairement d'une absence d'organisation» car «tout va tellement vite»,

justifie une petite main. «Colline après colline», résume Bruno Retailleau dans le *Dauphiné libéré*, le patron des sénateurs LR refusant de se prononcer avant dimanche soir. On prend les tours les uns après les autres, en gros. Le député sortant dans le Haut-Rhin Raphaël Schellenberger, membre des instances du parti et candidat à sa réélection, défend lui aussi une logique stratégique délibérée : «C'est une question importante, mais qui se pose au soir du premier tour, une fois qu'on connaît les équilibres, les duels... On ne peut pas y répondre par principe au préalable.» Il fut pourtant un temps où la droite arrêta des positions de principe, comme le célèbre «ni FN-ni PS» voulu par Nicolas Sarkozy. Plus prosaïquement, certains soulignent que LR n'aura pas nécessairement son mot à dire au second tour. «Il y a peut-être des circons où on n'aura même pas d'électeurs LR à qui donner une consigne de vote», torpille un élu. Vu comme ça...

ÉTIENNE BALDIT

«Patriotes de pacotille»

Une enquête de *Mediapart* publiée jeudi dévoile que l'ex-eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser, négociateur du prêt russe du Rassemblement national, a touché des centaines de milliers d'euros en échange d'interventions en faveur de Moscou au Parlement européen. En réaction à ces révélations, l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, tête de liste Parti socialiste-Place publique, a pris son clavier pour qualifier le RN de «patriotes de pacotille vendus à une tyrannie étrangère hostile à nos intérêts et nos principes» sur le réseau social X. «La cinquième colonne de Poutine peut prendre le pouvoir en France en pleine guerre en Ukraine. L'Histoire nous regarde et nous juge.»



Masoud Pezeshkian, le candidat réformateur, lors d'un meeting, dimanche, dans un stade de Téhéran. PHOTO ATTA KENARE. AFP

Iran La percée surprise d'un candidat modéré

L'élection présidentielle de ce vendredi devrait reconduire un ultraconservateur. Mais un second tour sera peut-être nécessaire, avec une participation soutenue par la campagne du seul postulant réformateur, Masoud Pezeshkian.

Par
LUC MATHIEU

Il est celui que personne n'avait vu venir. Masoud Pezeshkian, 69 ans, est l'un des quatre candidats à l'élection présidentielle iranienne de ce vendredi. Il est aussi le seul à faire partie du camp réformateur, face à trois conservateurs. Il ne sera sans doute pas élu, mais sa campagne réussie pourrait renforcer la participation et provoquer un second tour. Selon un sondage du 24 juin d'Ipsa, un institut proche du pouvoir, il est crédité de 24,4 % des voix, devant l'ultra-conservateur Saïd Jalili, un proche du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui en obtiendrait 24 %. «C'est une surprise, indique le chercheur Jonathan Piron, spécialiste de l'Iran pour le centre d'étude Etopia. Sa campagne surprend par son succès dans les meetings et les sondages, alors que plus personne ne misait sur les réformateurs.»

Cette élection du 28 juin n'était pas programmée. Théoriquement, elle aurait dû avoir lieu en 2025 et son vainqueur était plus que probable: le président sortant, Ebrahim Raïssi, un religieux à la loyauté sans faille vis-à-vis de Khamenei. Mais le 19 mai, un brouillard dense provoqua la chute de l'hélicoptère qui le transportait. Raïssi est tué, et le

pouvoir iranien avait dès lors cinquante jours selon la Constitution pour organiser une nouvelle élection.

CRITIQUE DU RÉGIME

Sur les 80 candidatures reçues, le Conseil des gardiens de la Constitution, un organe composé de six religieux et six juristes au service du noyau dur du régime, en ont validé six. Sans grande surprise, celle de Mohammad Bagher Ghalibaf, 62 ans, est l'une d'elles. Issu des Gardiens de la révolution, il a été maire de Téhéran entre 2005 et 2017 puis président du Parlement à partir de 2020. Candidat malheureux aux présidentielles de 2005 et 2013, où il avait fini deuxième, il s'était retiré de celle de 2021 pour soutenir Raïssi.

Favori lui aussi, l'ultra-conservateur Saïd Jalili, ancien combattant qui a perdu une jambe lors de la guerre Iran-Irak, partisan d'une ligne dure face aux pays occidentaux lorsqu'il a dirigé les négociations sur le nucléaire entre 2007 et 2013 et qui a ensuite dénoncé l'accord de 2015. Enfin, si sa candidature a été validée, le religieux Mostafa Pourmohammadi, ministre de l'Intérieur (2005-2008) sous Mahmoud Ahmadinejad, n'a lui aucune chance de l'emporter.

Jeudi, deux candidats ultra-conservateurs

vateurs se sont désistés : le maire de Téhéran, Alireza Zakani, et Amir Houssein Ghazizadeh-Hashemi, vice-président de Raïssi. Le premier a appelé Jalili et Ghalibaf à «*unir*» pour représenter «*les forces révolutionnaires*» de la République islamique. Le second avait justifié son retrait pour «*préserv[er] l'unité des forces de la révolution*».

La vraie surprise réside donc dans la sélection de Masoud Pezeshkian. Chirurgien cardiaque et membre de la minorité azérie, il est connu pour ses positions modérées et ses critiques du régime. Lors de la révolte verte de 2009, dans la foulée de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, il avait accusé dans un discours au Parlement les forces de sécurité d'avoir abusé de la force. Et lors d'une interview télé début 2023, il avait contesté la version officielle du décès de la jeune Kurde Mahsa Amini, morte en détention le 16 janvier 2023 trois jours après avoir été arrêtée pour un voile mal posé. Selon les autorités, il était du à un accident cardiaque ou une maladie au cerveau, alors que la jeune femme avait été battue. Son décès avait provoqué manifestations et rassemblements à travers le pays durant plusieurs mois et la naissance du mouvement Femme, Vie, Liberté.

«PROPAGANDE»

Pourquoi donc les durs du régime lui ont-ils permis de participer à la présidentielle ? L'une des raisons pourrait être, outre leur certitude que cet homme peu connu ne pourra pas gagner, de contredire l'image d'un pays verrouillé, aux institutions défaillantes et aux élections en trompe-l'œil. Autre explication possible : la volonté de faire monter la participation.

Lors des élections législatives du printemps, elle s'est établie à un plus-haut historique, 42,57 %, et environ 25 % à Téhéran. Selon le sondage du 24 juin d'Isa, elle pourrait remonter à plus de 52 % lors du scrutin de vendredi. «*Le régime a toujours voulu une forte participation pour assurer et prouver sa légitimité*», explique Jonathan Piron. D'une certaine manière, la configuration actuelle avec trois figures qui se dégagent, Pezeshkian, Jalili et Ghalibaf, lui est profitable dans la mesure où cela lui permet de dire : «*Regardez, malgré ce que dit l'Occident sur les tensions internes, une population qui voudrait notre effondrement, eh bien en réalité, il y a un engagement pour l'élection présidentielle, ce qui montre que les Iraniens soutiennent le régime islamique*». C'est un discours de propagande, la fracture entre la population et le régime étant importante. Mardi, l'ayatollah Ali Khamenei a appelé à «*une participation élevée, [...] car elle fait la fierté de la République islamique*». «*A chaque fois qu'[elle] a été faible, les ennemis de la République islamique nous ont battus*», a-t-il ajouté.

Durant la campagne, les trois candidats se sont accordés sur la prédominance du même thème : l'économie. Celle-ci est plus que vacillante, avec une inflation de l'ordre de 40 %, une dépréciation record du

rial face au dollar et un chômage galopant, conjugués à une explosion des petits boulots non déclarés. Pour la redresser, Pezeshkian et Ghalibaf misent sur une levée des sanctions internationales, imposées depuis le retrait américain unilatéral de l'accord sur le nucléaire décidé en mai 2018 par Donald Trump, et encore renforcées depuis la guerre à Gaza et le soutien iranien au Hamas

palestinien. Selon l'ancien président modéré Hassan Rohani, les sanctions coûtent au pays environ 100 milliards de dollars par an. Pezeshkian entend donc établir des «*relations constructives*» avec Washington et les capitales européennes pour «*sortir l'Iran de son isolement*». Signe de cette volonté, il a choisi comme conseiller Mohammad Javad Zarif, ancien ministre

des Affaires étrangères qui avait négocié l'accord sur le nucléaire. Ghalibaf estime, lui, que l'Iran doit effectivement discuter avec les pays occidentaux mais seulement s'il a un avantage économique à en retirer, en premier lieu une levée ou un assouplissement des sanctions. Selon lui, le pays a tout intérêt à renforcer ses capacités nucléaires pour «*forcer l'Occident à négocier*».

Jalili reste sur une ligne ultraradical et prône la poursuite de la politique anti-occidentale du guide Ali Khamenei. Il mise sur un renforcement des liens avec la Chine, la Russie, mais aussi avec les pays arabes, l'Arabie Saoudite en premier lieu. Une position partagée par l'ayatollah Ali Khamenei qui, quel que soit le président, reste celui qui décide. ♦

«Nous ne voterons pas, nous ne trahirons pas le sang de nos enfants»

A Téhéran, la participation à l'élection divise. Pour les uns, élire un réformateur permet de préparer l'après-Khamenei. Pour d'autres, s'abstenir est une question de dignité.

Une lecture de poésie s'achève dans un café animé au cœur de Téhéran. Un vieil homme, qui avait ému le public en récitant des extraits de l'épopée de Ferdowsi (X^e siècle), le *Livre des rois*, se déplace à présent de table en table, collectant de l'argent dans son chapeau. Le serveur rassemble les tasses de thé et de café vides. Un autre homme âgé, enthousiaste, se lève et circule parmi les tables en proclamant avec passion : «*Nous ne votons pas*». La première réaction de l'assemblée est la surprise. Mais peu à peu, les sourires se dessinent et les regards acquiescent. «*Absolument pas*», répond quelqu'un avec conviction. «*Nous ne voterons pas. Nous ne trahirons pas le sang de nos enfants, le sang de Mahsa [Amini] et de Nika [Shakarami], et de tous ceux qui ont été tués*». Des conversations s'engagent sur plusieurs tables. Certains convives regardent l'homme avec un mélange de prudence et de scepticisme. D'autres rient, puis changent rapidement de sujet et finissent leur verre. Mais il y a ceux qui, sourcils froncés et sourires simultanés, affirment : «*Au contraire ! C'est justement pour cela qu'il faut voter cette fois-ci*». Un débat passionné s'engage, pendant plus d'une heure. Personne ne convainc personne, tandis que les autres clients, lassés d'entendre les mêmes arguments depuis plusieurs jours, rentrent chez eux. Moins de quarante jours après la mort soudaine du président Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, l'Iran se prépare à l'élection présidentielle. Il s'agit du premier scrutin de ce type depuis les manifestations nationales de 2022 déclenchées par la mort de Mahsa Amini, qui ont débouché sur le mouvement Femme, Vie, Liberté, qui a largement ébranlé la légitimité de la République islamique.

Colère intense. S'abstenir de voter lors de ces élections va au-delà d'une simple protestation contre la gouvernance de la République islamique ou d'un mécontentement à l'égard des candidats. Pour la moitié de la population, selon des enquêtes d'opinion, l'abstention est devenue une question de dignité. Pour elle, les candidats potentiels suscitent une colère intense, accusés de perpétuer le régime. Cette élection est la première où le principal clivage se situe entre le vote et l'abstention.

«*Réfléchissez aux quarante-cinq dernières années*», dit Mojdeh, une enseignante de 31 ans à Téhéran. Au départ, le président était censé être le premier dirigeant du pays. Mais il est rapidement devenu évident que c'était le Guide suprême, élu à l'issue d'un processus non démocratique, qui détenait l'autorité suprême. Au



A Téhéran, le 14 juin, lors d'un meeting de Masoud Pezeshkian. PHOTO A. KENARE, AFP

«Depuis quarante-cinq ans, nous nous battons sur le mauvais front.»

Mojdeh, une enseignante opposée à la participation aux élections

jourd'hui, certains incitent les manifestants et les dissidents à voter pour un candidat susceptible d'apporter des changements mineurs. Ne soyons pas naïfs. Depuis quarante-cinq ans, nous nous battons sur le mauvais front. Réformer la République islamique par le biais d'élections présidentielles est une mauvaise approche.

La tension est exacerbée par la candidature de Masoud Pezeshkian, une figure réformatrice. Depuis l'élection de Mohammad Khatami à la présidence en 1997, les réformistes ont réussi à mobiliser la société contre les extrémistes, mais ils ont perdu une grande partie de leur base en raison de leurs échecs en matière économique et de libertés sociales. Leurs réponses jugées conservatrices, comme lors du mouvement Femmes, Vie, Liberté, ont détourné de nombreux partisans, faisant des réformistes les premières cibles de la colère de la population.

«*Cette faction réformatrice a soutenu ce régime pendant quarante-cinq ans*», dit Yasi, un architecte de 38 ans originaire de Shiraz, qui refuse de voter et tente de persuader d'autres personnes. «*Leur présence empêche les extrémistes au sein de la République islamique de se diviser et de s'affaiblir, ce qui pourrait les pousser à l'effondrement*. Chaque fois qu'ils prennent le contrôle, ils deviennent un ennemi commun des extrémistes. Et chaque fois que le front extrémiste est sur le point de s'affaiblir, ils apparaissent et les unissent et les renforcent. Nous ne devons pas laisser se produire cela une nouvelle fois.

Amin, un cousin de Yasi âgé de 44 ans et ingénieur en mécanique, a souvent écouté ces arguments ces dernières semaines. Bien qu'il reconnaisse la division entre les ultra-conservateurs, il prévoit toujours de voter : «*Au contraire, je pense qu'il s'agit d'une formidable opportunité*. Si Khamenei meurt dans les quatre prochaines années, il y aura une fenêtre cruciale pour le changement. Il est essentiel de savoir qui sera au pouvoir pendant cette période. Yasi, peu convaincu, rétorque : «*Allons. Penses-tu vraiment que Pezeshkian va être notre sauveur et nous débarrasser de la République islamique ?*»

Onde de choc. Le doute règne aussi parmi les partisans de la ligne dure, qui observent que leur camp n'a pas réussi à s'entendre sur une candidature unique, deux candidats, Saïd Jalili et Mohammad Bagher Ghalibaf, s'affrontant. «*C'est embarrassant*», dit Alireza, 23 ans, étudiant en ingénierie à l'université de technologie de Sharif et membre des bassidji, une branche des Gardiens de la révolution. Notre entêtement et notre incapacité à former une coalition ne font que réjouir nos ennemis. Si Pezeshkian est élu, l'ère sombre de la présidence de Rouhani se répètera. Cette élection est aussi traversée par l'onde de choc du mouvement Femme, Vie, Liberté. Les manifestations ont été matées violemment mais l'écho des revendications se fait encore entendre. «*Pour la première fois, les candidats conservateurs discutent des droits des femmes et du hijab*. C'est un résultat direct du mouvement, explique Mehraz, une médecin de 38 ans de Téhéran. Mais je ne peux pas me résoudre à participer aux élections. Aucun des candidats ne me représente. C'est la République islamique qui les a choisis, pour être sûre qu'aucun ne la mette en danger. Elle n'a plus de légitimité.

DIVAN SHIRAZI



LIBÉ.FR

En patrouille avec la marine au-dessus de la Baltique

Libération a pu embarquer lundi à bord d'un Atlantique 2 pour une mission de surveillance au profit de l'Otan. Mélange de rusticité et de haute technologie, l'avion de patrouille a identifié une dizaine de bâtiments militaires russes, dont des sous-marins. PHOTO MARINE NATIONALE



Bachar al-Assad lors d'une cérémonie sur la tombe du soldat inconnu à Moscou, en mars 2023. PHOTO TERESHCHENKO MIKHAIL, TASS, ABACA

La justice française confirme le mandat d'arrêt contre Assad

La cour d'appel de Paris a estimé que la gravité des crimes commis justifiait le mandat émis contre le dictateur syrien. Il est accusé de complicité de crimes contre l'humanité pour plusieurs attaques chimiques.

Par **LUC MATHIEU**

Lorsqu'elle a appris mercredi que le mandat d'arrêt visant Bachar al-Assad émis par la justice française était confirmé, Lubna Alkanawati, une mili-

tante syrienne des droits de l'homme, a «pleuré». «Au milieu de toutes ces souffrances, de toutes ces douleurs, la France montre qu'il y a encore de la place pour la justice. C'est un signal pour toutes les victimes, cela vaut la peine de se battre. Nous existons, ce qui nous est arrivé est réel. Même s'il ne s'agit que d'un pas, il est d'autant plus important qu'il vise un criminel majeur», a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse organisée jeudi dans les locaux parisiens du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression.

La veille, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris avait validé le mandat d'arrêt contre le président

syrien, accusé de complicité de crimes contre l'humanité pour son implication dans les attaques chimiques du 4 et 5 août 2013 à Adra et Douma, à proximité de Damas, qui avaient blessé 450 personnes, et dans celles du 21 août 2013 dans la Ghouta orientale, en banlieue de la capitale syrienne, qui avaient fait plus de 1400 morts, selon les services de renseignement américains. Trois autres dignitaires font également l'objet de mandats d'arrêt pour ces mêmes attaques chimiques: le frère de Bachar al-Assad, Maher, et deux généraux, Ghassan Abbas et Bassam al-Hassan.

En mai, le Parquet national antiterroriste, suivi par le

parquet général, avait contesté la validité de celui visant le président syrien, Bachar al-Assad. Il introduit «une exception au principe, consacré par la jurisprudence, de l'immunité personnelle absolue dont bénéficient les présidents [...] en exercice de chaque Etat souverain», a indiqué dans un communiqué la procureure générale de la cour d'appel de Paris, Marie-Suzanne Le Quéau.

Inédite. La chambre d'instruction de la cour d'appel ne l'a pas suivie. Dans ses motivations, elle a mis en avant la gravité des crimes. «L'interdiction de l'emploi des armes chimiques fait partie du droit international coutumier. [...] Les crimes internationaux dont sont saisis les

juges d'instruction ne peuvent être considérés comme faisant partie des fonctions officielles d'un chef d'Etat.»

Autre argument: Bachar al-Assad ne peut pas être poursuivi devant une cour internationale, la Syrie n'étant

«Cela constitue une immense avancée dans la lutte contre l'impunité.»

Clémence Witt, Jeanne Sulzer et Clémence Bectarte avocates en charge du dossier

pas partie au statut de Rome qui régit la Cour pénale internationale. «Dans la mesure où il paraît évident que la Syrie ne poursuivra jamais Bachar al-Assad pour ces crimes [...] il convient de dire que le mandat d'arrêt n'est entaché d'aucune nullité», concluent les juges.

La décision de la cour d'appel de Paris est inédite. «C'est la première fois qu'une juridiction nationale reconnaît que l'immunité personnelle d'un chef d'Etat en exercice n'est pas absolue, ont déclaré les trois avocates en charge du dossier, Clémence Witt, Jeanne Sulzer et Clémence Bectarte. Il s'agit d'une victoire marquée par le courage et la persévérance des victimes françaises et syriennes des attaques chimiques en Syrie, ouvrant ainsi la voie à un possible procès contre Bachar al-Assad en France, ce qui constitue une immense avancée dans la lutte contre l'impunité.»

Extradition. Le mandat d'arrêt est diffusé depuis novembre. Si Bachar al-Assad venait à se rendre dans un pays européen, celui-ci aurait l'obligation de l'arrêter et de le faire transférer en France. «Cela est peu probable dans la mesure où il fait l'objet de sanctions de l'Union européenne depuis 2011», a expliqué Clémence Witt lors de la conférence de presse. Hors de l'UE, le président syrien n'est théoriquement pas non plus à l'abri. C'est alors la «règle de la courtoisie internationale» qui s'applique, le parquet français pouvant solliciter le pays visité par Bachar al-Assad pour demander son arrestation et son extradition.

Le dictateur ne fait en revanche pas l'objet d'une notice Interpol. Dans une résolution de 2010, l'organisation a souligné qu'en cas de crimes internationaux, dont ceux contre l'humanité et de génocide, il faut que le pays d'origine de l'accusé valide la diffusion du mandat d'arrêt. En clair, que l'Etat syrien accepte que son président soit visé. «C'est incroyable, mais cela peut aussi être changé», a affirmé Clémence Witt. Le parquet général n'avait pas indiqué jeudi s'il comptait se pourvoir en cassation. ◆



LIBÉ.FR

Draft NBA 2024 : qui sont les deux Français qui marchent dans les pas de Wembanyama ?

Un an après que le désormais pivot des Spurs est devenu le premier Tricolore sélectionné comme choix numéro 1 de la draft, les deux basketteurs prodiges de 19 ans Zaccharie Risacher et Alexandre Sarr ont à leur tour récolté les deux premières places dans la nuit de mercredi à jeudi. Du jamais-vu pour des athlètes non américains. PHOTOS AP, AAP, AP



Biodiversité L'éléphant de Bornéo déclaré espèce menacée d'extinction

L'Union internationale pour la conservation de la nature a actualisé jeudi sa liste rouge, intégrant désormais l'éléphant de Bornéo aux 45 321 espèces menacées d'extinction. Le pachyderme a été classé comme «en danger», catégorie intermédiaire avant le stade «en danger critique». Cet éléphant d'Asie, qui ne mesure pas plus de 1,5 mètre de haut, a des traits juvéniles, de grandes oreilles et une queue frôlant le sol. Il resterait seulement 1 000 individus à l'état sauvage sur l'île de Bornéo. L'animal est particulièrement affecté par «une exploitation forestière intensive des forêts» qui a détruit son habitat, précise l'organisation. PHOTO EMILIE SECHAUD BIOSPHOTO

Les Vingt-Sept se mettent d'accord sur les postes clés

Trois jours avant les législatives françaises qui risquent de déstabiliser dangereusement l'Europe, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement devaient se mettre d'accord jeudi soir sur l'attribution des principaux postes de direction de l'Union européenne, les *top jobs* : la conservatrice allemande Ursula von der Leyen va être reconduite à la présidence de la Commission ; l'ancien Premier ministre portugais, le socialiste António Costa, héritera de la présidence du Conseil européen ; et la libérale Kaja Kallas, Première ministre estonienne, va être nommée ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne. Même si l'Ita-

lienne Giorgia Meloni, le Hongrois Viktor Orbán et le Slovaque Robert Fico, qui n'appartiennent pas à la majorité du Parlement européen, sont mécontents, ils n'ont pas de moyen de blocage, la décision se prenant à la majorité qualifiée (58% des Etats représentant 65% de la population européenne). Enfin, il a été entendu entre les conservateurs du PPE et les socialistes que la Maltaise Roberta Metsola sera reconduite pour deux ans et demi à la présidence du Parlement, avant de laisser sa place à un socialiste, ce poste étant toujours divisé en deux demi-mandats entre les deux princi-

paux groupes politiques du Parlement. Deux jours avant le premier tour des législatives en France, pour couper l'herbe sous les pieds du Rassemblement national – le parti revendique le droit de nommer le commissaire français –, Emmanuel Macron va annoncer à ses collègues qu'il confirme Thierry Breton dans ses fonctions, alors qu'il aurait préféré prolonger ce – faux – suspense un peu plus longtemps... Maintenant, l'attention va se concentrer sur la confirmation, par les eurodéputés, d'Ursula von der Leyen, celle-ci devant réunir sur son nom 361 voix sur 720, soit la majorité absolue des

membres (et non des présents, à la différence de la confirmation du collège qui interviendra à l'automne). PPE, socialistes et libéraux de Renew n'ont que 399 sièges, soit 38 de plus que la majorité absolue. En 2019, Ursula von der Leyen, qui avait obtenu 383 votes pour (327 contre), n'avait dépassé le seuil de la majorité absolue requise que de 9 voix, une partie du groupe ECR (droite nationaliste) ayant volé à son secours. On ne peut donc exclure qu'il y ait à nouveau de la déperdition, LR (6 sièges) ayant déjà annoncé qu'il voterait contre. Soit une marge de 32 voix...

JEAN QUATREMER
Correspondant européen

Interrogations en Bolivie autour d'un putsch avorté

La Bolivie a vécu un mercredi après-midi pour le moins agité. Vers 14 h 30 (20 h 30 en France), des militaires, menés par le commandant des armées Juan José Zúñiga et accompagnés de blindés, bloquent la place Murillo, centre politique du pays. Ils tentent rapidement, sans succès, d'entrer au siège du gouvernement et le chef des rebelles déclare qu'il «va sûrement y avoir un nouveau gouvernement» et que l'actuel président, Luis Arce, ne l'est que «pour le moment».

Alors que la confusion est totale dans la ville andine, le chef de l'Etat dénonce «des mouvements irréguliers» de troupes puis, peu après, «un coup d'Etat» et il appelle le peuple «à défendre la démocratie». L'ex-président Evo Morales affirme, lui aussi, qu'un «coup d'Etat se prépare» et le principal syndicat du pays, la Centrale ouvrière bolivienne, appelle à la grève générale pour soutenir le gouvernement. Dans le reste du pays, le mouvement ne semble pas suivi, les militai-

res restent dans leurs casernes, tout comme les policiers. Aux alentours de 17 heures, Luis Arce nomme un nouveau commandant des armées. Celui-ci ordonne «que tout le personnel mobilisé dans les rues retourne dans ses unités». Quelques minutes plus tard, les militaires présents place Murillo plient bagage. Les citoyens qui s'étaient réunis à proximité investissent le lieu, on chante l'hymne national et, à 19 heures, le général Zúñiga est arrêté. Une tentative de coup d'Etat éclair – trois heures à peine –, et surtout beaucoup de questions.

Juan José Zúñiga semble être au cœur de cette occupation militaire de la place Murillo. Lundi, il avait déclaré dans une interview que Luis Arce «ne pourrait plus être président de ce pays». Une déclaration trop politique pour un militaire, qui lui a valu d'être démis de ses fonctions de commandant des armées de la veille de la tentative de coup d'Etat. Cette destitution pourrait-elle expliquer l'aventure

solitaire menée avec quelques soldats et des blindés au cœur de La Paz ? Pour le principal intéressé, il n'en est rien. Lors de son arrestation, Juan José Zúñiga a déclaré avoir agi sur ordre de Luis Arce lui-même : «Le Président m'a dit que la situation était mauvaise, critique, et qu'il fallait quelque chose pour faire remonter sa popularité. J'ai dit : "on sort les blindés ?" (Le Président a répondu) "sors-les"».

Des déclarations qui n'ont pas été commentées par le chef de l'Etat, mais qui jettent «le doute» sur les événements de la journée, des mots de l'ex-président Carlos Mesa. Cela faisait plusieurs semaines qu'Arce alertait sur un coup d'Etat «doux» (blando) pour écarter son mandat. Alors que la Bolivie vit depuis des mois dans un contexte politique polarisé, principalement du fait des divisions entre Luis Arce et Evo Morales, et une situation économique compliquée, cette tentative de coup d'Etat n'est pas pour apaiser le pays.

NILS SABIN

Correspondant en Bolivie

MUSIQUE Images LIVRES FOOD RADAR



C'est le week-end

Rendez-vous chaque samedi dans



Athlétisme

Renaud Lavillenie, le Paris d'une légende

Juste avant les championnats de France d'athlétisme à Angers, où il tentera de décrocher son ticket pour les JO, nous avons rencontré le perchiste, champion olympique à Londres en 2012, qui se raconte en chiffres sur sa carrière et sa vie personnelle.



Le perchiste français Renaud Lavillenie en pleine course d'élan au meeting de la Perche aux étoiles, au

Par
CAROLINE VIGENT
Photo **CAMILLE MCOUAT**

Une hauteur de 5,82 mètres, c'est la barre que Renaud Lavillenie devra passer dimanche aux championnats de France à Angers (13 heures), lors de son ultime tentative pour décrocher les minima olympiques et s'offrir la possibilité de disputer ses quatrièmes Jeux cet été à Paris. Mais pour l'heure, le perchiste de 37 ans, dernier médaillé d'or français en athlétisme aux JO (un succès qui date de 2012), célèbre dans le monde pour avoir soufflé à Sergueï Bubka un record que l'on disait hors d'atteinte, en est loin.

Depuis qu'il a repris la compétition après un long arrêt dû à une opération aux ischio-jambiers en septembre, il n'est jamais allé plus haut que 5,72 m, le 31 mai en Pologne. Un résultat encourageant en soi, sauf que depuis, à Grenoble, il s'en est tenu à 5,60 m, et qu'il a même enfilé deux fois zéro au Bourget et à Toulouse, samedi. «Pour une personne normale, se qualifier serait impossi-

ble, mais Renaud n'est pas une personne normale», jugeait dans l'*Equipe* l'actuel extraterrestre de la discipline, le Suédois Armand Duplantis, après l'opération de son mentor. Lequel, dos au mur et à nouveau légèrement blessé, ne lâche pas l'affaire, d'autant qu'il est candidat pour porter le drapeau de la délégation française à Paris. «Tout jouer sur une seule compétition est un challenge très excitant, se déflectait-il lundi sur Instagram, passé le désarroi. Surtout revenant d'une opération importante... Donc je savoure et je vais profiter de ces six jours pour aller au bout de ce rêve sans regret.»

Il tenait déjà grosso modo le même discours en mars, quand nous l'avions croisé à Tignes, lors d'un stage de l'équipe de France - «La qualification est un beau défi mais Paris, ce n'est que du bonus. Si je n'y arrive pas, il reste que j'ai déjà trois jours dans le sac à dos, avec deux médailles...» Carrière, palmarès ou vie perso : une conversation où il aura beaucoup été question de chiffres. Plus défilants les uns que les autres. ♦

3

3 JOURS, L'ÂGE DE SON PREMIER CONTACT AVEC UN SAUTOIR DE PERCHE

«Rien ne me prédestinait à devenir champion de perche», affirme Renaud Lavillenie dans son livre *Je ne regrette (presque) rien*. Vraiment ? Car chez les Lavillenie (le père et les deux fils, Valentin et Renaud) comme chez les Duplantis (père et fils) ou les Collet (le grand-père, le père et les deux fils, Matthieu et Thibaut, ce dernier étant favori pour le titre ce week-end), la perche est une histoire de famille, parents et enfants se transmettant le (grand) relais.

«Trois jours après ma naissance, mon père m'a emmené à une compétition et m'a posé sur le tapis de perche. J'ai fait la même chose avec ma fille. Trois semaines après sa naissance, j'ai fait troisième aux championnats du monde, et quand je suis rentré, je lui ai mis la médaille autour du cou. [...] Il y a un peu cette idée de pas-

sation...» Passation mère-fille, aussi, l'épouse de Renaud, Anais Poumarat, étant elle aussi perchiste, passée coach depuis le Covid.

Alors certes, Iris, 6 ans et demi maintenant, ne saute plus avec la tringle à rideau dans le salon de leur maison de Clermont-Ferrand car elle dépose désormais sur les tapis de gym. Pour assurer l'avenir perchistique des Lavillenie, il y a donc le fils, Gabin, 2 ans : «Ça fait six mois qu'il court avec sa perche dans le salon quasiment tous les jours. Il a une toute petite perche que mon fabricant m'a offerte. On a du mal à se dire qu'il ne va pas faire de perche.» Pour l'ex-recordman du monde, ça avait aussi commencé avec les moyens du bord, dans le jardin, la forêt, avant ses vrais débuts à la perche à 7 ans (quand il ne s'essayerait pas à la voltige sur le dos d'un cheval).



Bourget, le 15 juin. Il n'était pas parvenu à passer la moindre barre ce jour-là.

1,76

1,76 M ET 69 KILOS, SON GABARIT DE «GRINGALET», COMME IL ÉTAIT VU À SES DÉBUTS

Telle était posée l'équation : comment sauter plus haut que tout le monde en étant plus petit que tout le monde ? Quand il a commencé à côtoyer le gratin mondial, la tendance allait plutôt vers les perchistes à la Piotr Lisek, autant gaulé pour l'athlétisme que pour les arts martiaux mixtes (1,94 m, 92 kilos). «J'ai fait avec ce que j'avais ! s'en amuse Lavillénie. Je ne suis pas dans la norme

et si on prend les 25 perchistes à plus de 6 mètres, je suis le plus petit et de loin. Je voulais montrer que ce n'est pas rédhibitoire. » C'est donc avec d'autres qualités, physiques et mentales, que l'autodidacte entraîné par son père et son grand-père sur un matelas de fortune à Cognac (Charente) a pu compenser. Jusqu'à créer une nouvelle technique de saut, que les coaches de ses golgoths d'adversaires filmaient du bord de la piste. «Un petit va avoir plus de prédispositions gymniques, acrobatiques, aériennes... Moi, j'ai réussi à développer la partie vitesse et la création d'énergie, mais aussi à prendre des perches très grandes et grosses par rapport à mon gabarit, ce qui fait qu'une fois qu'elles étaient pliées, elles me renvoyaient un peu plus que les autres. Avec les risques qui allaient avec ! Et après, il y a toute la partie que l'on ne voit pas, qui se passe dans la tête. » Chez lui aucune idée de souffrance ou de sacrifice, que l'on retrouve souvent chez les athlètes : «La perche n'a toujours été qu'un jeu.»

35

35 KM/H, LA VITESSE DE SA COURSE D'ÉLAN

Longueur, vitesse, poids, hauteur... Les chiffres se bousculent dans la bouche de Renaud Lavillénie quand il s'agit de parler technique. On l'a donc compris, le Clermontois n'est pas particulièrement costaud, mais il trimballe quand même sur plus de 40 mètres (vingt foulées en ce qui le concerne) une perche de 5 mètres environ («5,20 m quand j'étais à mon sommet») qui pèse entre 3 et 4 kilos. Et en plus, corrige-t-il, il convient de parler de ressenti : «La perche, c'est un tube de fibre de verre, en soi ce n'est pas très lourd. Mais si on la prend au milieu et avec l'effet de levier, là on est plus sur un ressenti de 15-20 kilos, donc ce n'est pas la même ! L'idée, c'est de la garder le plus longtemps possible à la verticale, car c'est là que la perche pèse le moins lourd, avant de l'amener parallèle au sol avant le décollage. » Le tout à répéter plusieurs fois pendant une compétition, d'où le côté stratégique d'un concours, entre le choix de la première barre à franchir ou des impasses à décider au bon moment, selon la réussite des adversaires. «On fait entre quatre et huit sauts, en moyenne. Mais ça peut arriver d'en faire 12, 13 ou 14 ! Et en plus de ça, il faut additionner les sauts de l'échauffement», énumère le serial sauteur Lavillénie, connu dans le milieu pour être capable d'enchaîner les sauts comme personne. «Je n'ai jamais compté exactement, mais j'ai déjà passé la barre des 100 sauts sur un seul entraînement.» Mais ça, c'était avant son opération. A 37 ans et des ischios fragiles, ses sauts risquent de coûter plus cher dimanche.

2

2^E, SA PLACE AUX JEUX DE RIO ET UN TRÈS MAUVAIS SOUVENIR

S'il y a un nombre à prendre avec des pincettes avec Renaud Lavillénie, il est ordinal, celui de sa deuxième place aux Jeux de Rio, derrière le Brésilien Thiago Braz – suspendu pour dopage depuis – à l'issue d'un concours pénible où le Français aura été la cible des huées d'un public brésilien pas au

sommet du fair-play : «Sportivement parlant, je n'ai jamais eu le regret de me dire que je ne m'étais pas donné, mais après, il y a la dimension extra-sportive [les huées, ndr] et surtout, là, on se retrouve en 2024 avec le champion olympique de 2016 suspendu [il a été condamné à seize mois de suspen-

sion pour dopage]. Bien sûr, il y a présomption d'innocence, on ne sait pas s'il y avait déjà quelque chose en 2016, mais ça laisse quand même un goût amer. » Mais trêve d'émotion, retour aux chiffres : «Deux médailles olympiques, dans ma discipline, c'est rare. Depuis cent ans, on n'est que quatre ou cinq à en avoir eu deux. C'est assez important pour mettre cette deuxième place de côté.»

6.16

6.16 MÈTRES, SON RECORD, RESTÉ RECORD DU MONDE DE 2014 À 2020

Lavillénie a passé 21 fois la barre mythique des 6 mètres, celle qu'aujourd'hui Duplantis est bien le seul à pouvoir narguer. «Je crois même que l'on n'est que trois à l'avoir passée plus de dix fois [Bubka, Duplantis et lui, ndr]. Donc c'est assez magique. » Mais ce qui a été plus magique encore, ce fut ce jour de 2014 où le Français s'est pointé au meeting de Donetsk, organisé par Bubka lui-même, pour lui subtiliser son record du monde : «C'est l'un des plus beaux et des meilleurs sauts que j'ai pu faire de ma carrière. Je pouvais difficilement optimiser personnellement de réussir à aller à la limite de ce que je pouvais faire. Et après, symboliquement, le fait de venir détrôner le détenteur du record du monde chez lui, sous ses yeux, c'est fabuleux, surtout que le record était pensé imbattable depuis vingt ans.»

18

18 MÉDAILLES, DONT 11 TITRES, SON GARGANTUESQUE PALMARÈS INTERNATIONAL

L'addition est à rallonge : un titre olympique (à Londres en 2012, avant l'argent de Rio en 2016), plus sept titres européens, plus trois titres mondiaux en salle... «Il y a vingt ans, personne ne pensait que j'aurais pu porter le maillot de l'équipe de France ne serait-ce qu'une fois [il l'a finalement porté 40 fois. 41 cet été ?]. Alors quoi qu'il arrive pour Paris, je sais que j'ai déjà un palmarès garni. » Sans compter qu'il est l'un des rares à avoir battu un record du monde en athlétisme – les derniers étant Kevin Mayer au décathlon, Yohann Diniz à la marche et, au triple saut, Teddy Tamgho qui, près de cinq ans après avoir pris sa retraite, fera un retour très attendu samedi à Angers (19h30) pour tenter lui aussi de décrocher les minima olympiques.



Libelympique

Libération suit les Jeux olympiques et paralympiques avec une nouvelle newsletter. Chaque vendredi, retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, concoctés par la rédaction. Pour s'inscrire : offre.liberation.fr/libelympique

IDÉES/

Face à l'extrême droite, les intellectuels juifs divisés sur le vote pour le Nouveau Front populaire

Faire barrage au RN avec un bulletin pour la gauche unie ? Cela ne va plus de soi pour une partie des philosophes, sociologues ou historiens qui s'identifient comme juifs. En cause : la présence dans l'alliance de La France insoumise, accusée de faire monter l'antisémitisme depuis le 7 Octobre.

Par
SIMON BLIN et **CLÉMENCE MARY**

Comment faire barrage à l'extrême droite ? Qui aurait cru qu'un jour cette question diviserait autant les intellectuels juifs, qu'ils soient écrivains, philosophes, sociologues ou historiens, à quelques jours du premier tour d'élections législatives historiques ? Depuis l'annonce surprise d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, nombreuses sont les voix qui comptent à se positionner publiquement, alors que l'antisémitisme est devenu un thème majeur de la campagne et que l'extrême droite, qui fait la course en tête dans les sondages, pourrait contraindre le chef de l'État à nommer un Premier ministre issu de ses rangs au lendemain du second tour, le 8 juillet.

Ainsi posé, le débat nourrit inévitablement le risque d'essentialisation d'une population diverse et hétérogène, dont le vote serait réduit à l'unique critère de son rapport à une identité juive. D'où le refus catégorique de certains de s'épancher dans la presse. Pour d'autres, la ténacité que suscite la résurgence de la haine des juifs impose de se prononcer jusqu'à plusieurs fois par semaine. Deux jours après l'annonce de la tenue des législatives anticipées, l'académicien Alain Finkielkraut avait suscité des réactions indignées en déclarant dans le *Point* qu'il envisageait la possibilité « cauchemardesque » de voter pour le RN afin de faire barrage à l'union de la gauche. Certes, la question est symbolique pour l'écrivain polémiste et tient de la projection.

Dans sa circonscription parisienne, il n'aura probablement pas à choisir entre l'extrême droite et une figure issue du Nouveau Front populaire (NFP). « Je voterai pour Gabriel Attal Premier ministre », formule-t-il à *Libération*. Comprendre : le candidat de la majorité présidentielle. Mais à imaginer qu'il habite Avignon (c'est son exemple) et qu'il soit confronté à « un deuxième tour entre Raphaël Arnauld, qui a salué l'offensive de la "résistance palestinienne" [le 7 Octobre, ndlr] et la députée sortante du RN. Je ferais tout pour empêcher qu'un "pogromiste" soit à l'Assemblée nationale ». Il reconnaît tout de même que « la vigilance reste de mise » avec le Rassemblement national de Marine Le Pen et Jordan Bardella, parti héritier du Front national, cofondé par un Waffen-SS et dont la bienveillance soudaine envers la communauté juive n'est qu'un cache-sexe de sa détestation des musulmans.

GLISSEMENT DE TERRAIN

Le basculement idéologique s'opère depuis quelques années déjà. Qui mieux qu'un ancien « chasseur de nazis » pour incarner ce glissement de terrain ? Serge Klarsfeld a lui aussi annoncé sur LCI qu'en cas de duel avec la gauche lors des législatives, il voterait « pour le Rassemblement national ». Pour l'avocat de 88 ans, le RN a « fait sa mue ». Désormais, il « soutient les juifs et l'État d'Israël », contrairement « à une extrême gauche qui est sous l'emprise de La France insoumise ». Vertigineux, même si ce n'est pas tellement une surprise. En octobre 2022, lui et sa femme avaient



Sur l'esplanade des Invalides à Paris, lors de la manifestation contre l'antisémitisme.

accepté d'être décorés de la médaille de la ville de Perpignan par l'ancien directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen Louis Aliot, qui convoitait alors la présidence du RN. Quand bien même le RN se présente comme le nouvel ami des juifs, faut-il rappeler qu'il cible dans le même temps certaines catégories de la population ? Serge Klarsfeld lui-même a pourtant documenté le lien étroit entre xénophobie et antisémitisme, comme le rappelaient les historiens Marie-Anne Matard-Bonucci et Laurent Joly dans *le Monde*.

Face à ce dilemme que représente un hypothétique duel entre le RN et le NFP, il y a presque autant de variantes que de personnalités interrogées. « J'ai un profond respect pour le combat qu'a été celui de Serge Klarsfeld. [...] évidemment, je ne suis pas d'accord avec le choix tel qu'il le formule », soutient l'écrivaine et rabbin Delphine Horvilleur sur BFM TV, invitée la semaine dernière à réagir sur le viol d'une adolescente juive à Courbevoie le 15 juin. *Jamais je ne ferai le même choix parce que je continue à penser que oui, le RN est une menace pour l'identité, pour les étrangers, pour les juifs aussi.* Sans aller jusqu'à mettre un signal égal entre l'extrême droite

et la gauche unie, la philosophe met en garde contre le « langage de l'antisémitisme » au sein de LFI, « à commencer par son leader » et certains de « ses sbires ».

PUISSANT REPOUSSOIR

Pour beaucoup, Jean-Luc Mélenchon et la stratégie conflictuelle d'une partie des insoumis, notamment vis-à-vis du conflit au Proche-Orient, agissent comme un puissant repoussoir. L'antisionisme revendiqué de certains membres de La France insoumise, a fortiori depuis le 7 Octobre, s'avère pour beaucoup d'entre eux l'ultime point de non-retour. Mais que personne ne s'y trompe, prévient la sociologue franco-israélienne Eva Illouz : « Le RN d'aujourd'hui reste le parti le plus férocement identitaire. Le fait même que la double nationalité soit un problème pour "les postes stratégiques" démontre de façon probante que l'identité française de "souche" reste son élément idéologique prépondérant ». De fait, ce sont tous les binationaux sans exception, « franco-israéliens comme franco-marocains », qui auraient à subir les conséquences d'une politique « aux relents vichystes », rappelle



le 12 novembre. PHOTO DENIS ALLARD

la directrice d'études à l'EHESS dans une tribune à *Libération*.

Arié Alimi, lui, votera sans hésitation pour le Nouveau Front populaire. Le médiatique avocat, par ailleurs ancien conseil de Jean-Luc Mélenchon, s'est expliqué dans une tribune parue dans le *Monde* coécrite avec l'historien de Jérusalem Vincent Lemire : « L'antisémitisme de gauche connaît une résurgence incontestable, mais il est instrumentalisé pour décrédibiliser le Nouveau Front populaire », plaident les deux auteurs, électeurs de Raphaël Glucksmann aux élections européennes. Selon eux, il y aurait d'un côté un « antisémitisme contextuel », « instrumentalisé par certains membres de La France insoumise », et de l'autre « l'antisémitisme », sans équivalence, « historique et ontologique du RN ».

C'est peu dire que la tribune a suscité de vives réactions : à droite, certains ont dénoncé un « relativisme effarant », d'autres à gauche ont salué le démontage d'une rhétorique piègeuse visant à renvoyer dos à dos gauche et extrême droite. « Je ne jette pas l'opprobre sur les juifs qui se sont sentis heurtés par des positionnements de LFI, moi aussi j'ai pu l'être », développe Arié Alimi auprès de *Libération*. Si une

partie de la gauche n'a pas fait son « aggraviement » sur l'antisémitisme, la « priorité d'enjeu » demeure le barrage au RN à l'Assemblée nationale, poursuit-il avec pragmatisme. Question de conjoncture.

CLARIFICATION THÉORIQUE

« Stratégique, contextuel, résiduel... Toutes ces variantes sont intolérables, tranche l'historienne Annette Wieviorka. Pour moi il n'y a qu'un seul antisémitisme. » Echaudée, la spécialiste de la Shoah et de l'histoire des juifs au XX^e siècle n'a guère envie de contribuer au débat. D'une part, car « Jean-Luc Mélenchon a une responsabilité écrasante pour avoir voulu et réussi à mettre l'antisémitisme au cœur de la campagne électorale. C'est du jamais-vu depuis Vichy, voire depuis l'affaire Dreyfus ». D'autre part, parce qu'il n'y a pas de vote juif, s'insurge-t-elle. Les citoyens juifs français déterminent leur vote selon différents facteurs, l'antisémitisme n'est pas le seul. « Je ne voterai jamais pour l'extrême droite. Et si je ne voterai pas non plus pour un candidat LFI issue de la garde rapprochée de Mélenchon, c'est par désaccord sur une série de points qui me tiennent à

cœur : la pérennité de l'Etat d'Israël en fait partie, mais aussi l'Ukraine ou la conception de la démocratie. »

Pour une partie de la gauche intellectuelle, à laquelle appartiennent Rony Brauman, Danièle Lochak ou Alain Lipietz, signataires d'une tribune dans *Libération*, la mise en équivalence entre le RN et le NFP au prétexte de l'antisémitisme est une « falsification de la réalité politique ». À l'inverse de responsables d'extrême droite, « aucun dirigeant ou élu des partis composant le NFP [...] n'a pour l'heure été condamné pour ces faits [d'antisémitisme] ». Et que dire des candidats RN aux législatives dimanche, dont certains profils aux positions encore ouvertement antisémites, racistes ou complotistes, certes jamais condamnés, sont encore très éloignés des canons de la « dédiabolisation » ?

Toujours est-il que l'argument juridique ne tient pas, réfute l'historien Tal Bruttmann. Ce spécialiste de la Shoah, pour qui « l'ennemi reste le RN », s'étonne qu'on n'applique pas à l'antisémitisme la même analyse qu'aux violences sexuelles ou au racisme : « Pourquoi est-il généralement admis à gauche que la mesure de ces violences-là ne peut pas s'en tenir

aux indicateurs tirés des procédures judiciaires, tandis qu'on discrédite la parole de 92 % des juifs qui estiment que LFI fait monter l'antisémitisme [selon une récente enquête Ifop] ? Forte-t-on le même discrédit, à gauche, sur la parole des victimes de violences sexuelles, de racisme ou d'islamophobie ? » Que le Nouveau Front populaire passe in extremis à l'issue des législatives ou que le RN l'emporte, une clarification théorique sur la question s'impose à l'avenir pour la gauche unie.

Egalement signataire de la tribune dans *Libération*, l'anthropologue Véronique Nahoum-Grappe se dit stupéfaite de ce renversement du négatif historique de l'antisémitisme de l'extrême droite à une partie de la gauche. « La lutte contre le racisme et l'antisémitisme est au cœur de l'histoire politique de la gauche, s'émeut-elle, tandis que l'extrême droite reprend aujourd'hui le discours de ses ennemis, dans la lignée de la rhétorique antinazie déployée par Nétanyahou et Poutine. Dans ces régimes, l'antisémitisme avance masqué, comme toutes leurs aspirations antidémocratiques. » Tel est le grand tour de passe-passe de l'internationale illibérale et identitaire dont Jordan Bardella est le dernier avatar. ➤

«Matin brun»... dès demain ?

Écoulée à plus de 2 millions d'exemplaires lors de sa réédition en 2014, la nouvelle de Franck Pavloff décrivait l'impasse totalitaire. Aujourd'hui, son auteur n'en démord pas : il faut s'engager sur le terrain pour repousser l'hydre brune et développer une responsabilité de vigilance.

«**O**n frappe à la porte. Si tôt le matin, ça n'arrive jamais. J'ai peur. Le jour n'est pas levé, il fait encore brun dehors. Mais arrêtez de taper si fort, j'arrive.» Derniers mots de la nouvelle *Matin brun*. Jamais je n'aurais pensé les entendre aujourd'hui résonner à la porte de mon pays, coups de poing déclencheurs d'une catastrophe annoncée. Écrite en 1997 [et publiée en 1998, ndr] alors que les mairies de Vitrolles, Orange, Toulon, Marignane tombaient aux mains du Front national, cette nouvelle rebondit en 2002 quand le FN se qualifie pour le second tour de l'élection présidentielle. Elle est devenue une voix universelle et libre qui place le lecteur devant son image en miroir : «Qu'est-ce que je fais, moi, dans mon coin, quels que soient mon âge, ma profession, ma religion, pour repousser l'hydre brune ?» L'hydre, vous savez, cette bête immonde aux capacités régénératrices : vingt-cinq ans après, elle est toujours là, au Parlement, sur les plateaux des télévisions complaisantes et surtout dans la tête de ceux et celles qui ne comprennent pas qu'elle a déjà pris les commandes de leurs pensées.

Dans *Matin brun* (1), Charlie et son copain vivent l'époque trouble d'un régime politique extrême. L'Etat brun, dont les premières mesures consistent à éliminer les chats et les chiens qui n'auraient pas la couleur conforme, le brun. «Pour avoir la paix, pense Charlie, ne disons rien, après tout, je trouverai un autre chat et je serai tranquille.» Mais dans un engrenage mortifère, le brun envahit l'espace des libertés, les journaux ne sont plus que des *Nouvelles brunes*, on doit rayer des livres les mots qui ne seraient pas assortis de l'adjectif brun etc. Chaque fois, pour avoir la paix, les deux hommes laissent aller. Et puis un beau matin, la sécurité brune vient arrêter Charlie pour avoir possédé, avant les lois discriminatoires, un chat non brun. «Avant !» Le mot est lâché. Celui qu'hurtaient les nazis à ceux qui croyaient échapper

per aux rafles : «Vous n'êtes pas juifs ? Mais AVANT, la mère de votre père l'était.» Charlie a beau se dire qu'il aurait dû résister davantage, dire non dès que l'Etat avait imposé leur première loi sur les animaux, on frappe à la porte.

Cette nouvelle ne fait pas la morale, elle renvoie le lecteur à ses propres contradictions. Sans être ni héros ni salaud, nous sommes tous responsables de petites lâchetés. «Comment résister davantage, ça va si vite, il y a le boulot, les soucis de tous les jours. Les autres aussi baissent les bras pour être un peu tranquilles, non ?» dit Charlie. Aujourd'hui, il penserait : «Mon pouvoir d'achat fout le camp, le prix de l'énergie s'envole, je ne me sens plus en sécurité dans la rue, et en plus je serais coupable de la montée d'un Etat totalitaire ?» La culpabilité ne peut être un carburant positif pour accompagner un changement de société. Mais la responsabilité, oui. Nous devons développer une responsabilité de vigilance. Placer dans tous les quartiers, tous les lieux de travail et de convivialité des vigiles «anti-brun» qui captent «les idées aberrantes, stupides ou cruelles», comme disait Primo Levi. Et en cela chacun doit se sentir partie prenante. Ça prend de l'énergie et du temps d'être sur le terrain. Et en échange ? Rien. Oh pardon, si : la fierté d'être une femme, un homme, un enfant qui font barrage à l'intolérance, au racisme, à la préférence nationale, à la mise à l'écart des minorités, à la servitude des corps des femmes, au bâillement de la presse.

Car c'est là, le vrai programme de l'extrême droite : «Si tu me confies ta liberté de manifester ou d'avoir recours à l'IVG tu auras un chèque essence, si tu me donnes l'égalité entre Français de "souche" et les autres, je te donne une baisse de la TVA et en échange de ta fraternité entre les nations et de la laïcité tu auras la sécurité dans les transports avec en prime un pack de caméras de surveillance. Tu vois, c'est donnant donnant, j'aménage la devise de la République pour que toi et tes amis citoyens vous vous sentiez à l'aise.» Le piège

Par
FRANCK PAVLOFF



Ecrivain



Rassemblement contre l'extrême droite, à Paris le 10 juin. PHOTO DENIS ALLARD

se referme. Derrière l'apparente légalité se dissimule l'idéologie destructrice des valeurs humanistes. Est-ce que mes propos peuvent faire reculer un tant soit peu la montée de l'extrême droite ? Qui peut le savoir ? En attendant, il faut sortir dans la rue, les usines, les lieux de travail, les cours de récréation, que l'on nous voit et que l'on entende nos pas. Il n'y a pas de pensées généreuses ni de discours justes s'ils ne s'accompagnent d'un engagement sur le terrain.

Je lis *Libération* depuis plus de quarante ans, souvent avec plaisir, parfois avec agacement, je connais à peu près ses lecteurs. Un bon quart doit se demander que faire dimanche. Pas d'hésitation, une seule consigne : non au Rassemblement national ! Oui, mais... Mais quoi ? Je vais vous aider à exprimer vos réticences, je connais l'attrait du jeu de chamboule-tout des lecteurs de *Libé* : Macron c'est l'arrogance jupitérienne, Wauquiez un fourbe réac, Mélenchon un affreux trotskard, Faure un social-mollasson, Rousseau une agitée du barbecue et je pourrais continuer. Vous voilà libéré de vos pensées hésitantes ? Alors ne tremblez pas quand pour faire

barrage au RN vous mettrez dans l'urne un des bulletins de ce jeu de massacre bien qu'il ne soit pas votre premier choix. Rien n'est joué, nous reprendrons date et même le cœur gros nous serons cette fois les vigies de nos matins libres et clairs. Nous retrouverons le chemin des assemblées, des syndicats, des cercles de réflexion, des rencontres de voisinage, nous sortirons de nos petites et grandes démissions qui ont amené l'extrême droite au seuil du pouvoir. Nous serons responsables. Résister, c'est accepter la pluralité de la pensée. Et sa complexité. «Les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux ; ceux qui sont dangereux, ce sont les hommes ordinaires prêts à croire et à leur obéir sans discuter.» Merci encore Primo Levi. Et pour terminer, deux vers de sagesse du poète Antonio Machado fuyant les troupes fascistes de Franco : «Caminate, no hay camino / Se hace camino al andar» - «Toi qui chemines, il n'y a pas de chemin / Le chemin se fait en marchant.» ♦

(1) *Matin brun* de Franck Pavloff, illustré par C215. Editions Albin Michel, 2014.

IDÉES/

«Si le RN devait accéder au pouvoir, je quitterais mes fonctions de diplomate»

La Franco-Tunisienne Ines Ben Kraiem sort de sa réserve de haute fonctionnaire pour affirmer qu'elle renoncerait à sa fonction au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en cas de victoire de l'extrême droite aux législatives.

Déloyale car double nationale ? Je n'incarnerai pas cette France qui ne me ressemble pas. Née d'une mère française et d'un père tunisien, tous deux fils d'agriculteurs, tous deux boursiers et purs produits de la méritocratie républicaine dans leurs pays de naissance respectifs, qui ont grâce à cet ascenseur social pu devenir médecin pour l'une, ingénieur physicien pour l'autre, je sors aujourd'hui de ma réserve de haute fonctionnaire pour partager ma profonde inquiétude face à ce que j'observe du débat politique en France. J'ai été élevée par mes parents dans des valeurs de démocratie, de respect de la différence, de tolérance. Confrontée à l'altérité dès ma naissance, j'ai grandi à Tunis alors que le pays était encore une dictature, fait mes études au lycée français où l'on m'enseignait les principes républicains, liberté, égalité, fraternité. J'y ai pris goût au débat sans censure et au pluralisme, ce qui m'a conduite à faire le choix d'études en sciences politiques. En 2002, j'ai voté pour la première fois et je me souviens encore de mon émotion au moment de met-

tre mon bulletin dans l'urne. Les libertés ont un goût différent lorsque l'on sait ce qu'en être privé signifie. Je me souviens du choc provoqué par les résultats du premier tour, des manifestations massives et quotidiennes contre le Front national entre les deux tours, je me souviens du sentiment de responsabilité qui m'a animée, moi toute jeune citoyenne, lorsque j'ai mis le bulletin «Chirac» dans l'urne. Je n'ai alors pas hésité une seconde.

Je croyais à la démocratie et je faisais confiance au peuple français, qui avait toujours été le défenseur de valeurs universelles. Je croyais d'autant plus à cette démocratie que j'avais vécu dans un pays qui ne l'était pas et savais donc à quel point vivre en démocratie était une chance, un luxe même, et que rien n'est jamais acquis.

C'est cette croyance qui a été au fondement de mon engagement dans la fonction publique. J'ai trouvé ma place aux Affaires étrangères, où ma connaissance intime des mondes arabes était valorisée. J'ai beaucoup donné de ma personne en tant que diplomate, pour défendre les intérêts et les valeurs de la France dans des moments parfois difficiles. Je n'ai jamais douté de mon choix, j'ai aimé exercer le métier de diplomate en découvrant que mon parcours et mon appartenance à plusieurs mondes culturels, linguistiques, constituaient des atouts stratégiques pour le pays que j'étais fière de représenter.

J'ai eu la chance d'être le témoin de moments charnières dans la relation de la France aux pays arabes et d'observer à quel point notre pays était attendu parce que porteur de valeurs universelles. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de nouer des liens avec des interlocuteurs même compliqués, mal disposés, grâce à ma maîtrise des codes et du langage (au-delà des compétences linguistiques), qui m'ont permis de désamorcer des situations de conflit, ou d'obtenir des informations stratégiques dans la défense de nos intérêts dans cette région du monde. J'ai pu observer avec fierté la réaction d'un membre du Hezbollah avec qui je dialoguais au Liban, lorsque je lui ai expliqué que les concours

[En 2002], je croyais d'autant plus à [la] démocratie que j'avais vécu dans un pays qui ne l'était pas et savais donc à quel point vivre en démocratie était une chance, un luxe même, et que rien n'est jamais acquis.

de la fonction publique en France étaient ouverts à tous et anonymes et que oui, théoriquement, il me serait possible de devenir un jour ambassadrice de France tout en étant double nationale. Ce genre d'échanges valent, de mon point de vue, mille et un discours sur la laïcité ou la République. Je crois avoir porté avec honneur, dignité et humanisme les valeurs républicaines depuis mon entrée dans la fonction publique en 2007. Je suis aujourd'hui une haute fonctionnaire expérimentée, respectée et reconnue pour ce que j'ai pu apporter au ministère de l'Europe et des Affaires

étrangères. Je suis aujourd'hui une citoyenne profondément inquiète pour l'avenir de la France, et blessée par le peu de réactions suscitées par la probabilité que le RN accède au pouvoir dans deux semaines.

Si le RN devait prendre les rênes du gouvernement, je n'attendrais pas l'humiliation d'être regardée avec le moindre soupçon de déloyauté en raison de ma double culture et nationalité. Je serais fidèle aux principes qui guident mon action et aux valeurs de liberté que mes parents m'ont inculquées et quitterais mes fonctions. ▶

SIGNÉ COGO



Par
INES BEN KRAIEM



Diplomate, cadre d'Orient au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



Par
SONYA FAURE

Tiré du roman culte de William Faulkner, *Absalom, Absalom!* de la metteuse en scène Séverine Chavrier est le tout premier spectacle qui ouvrira le Festival d'Avignon, ce samedi, à la FabricA. C'est aussi l'un des plus attendus. Comment adapter au théâtre un tel livre, obsédant et brûlant ? Comment porter sur scène les mots du grand écrivain du Sud, peintre de l'Amérique des plantations et de la ségrégation ? « *Je n'ai pas la prétention de mettre en scène Faulkner, coupe Séverine Chavrier. La question est plutôt : en quoi cette matière m'autorise à rêver ? Est-ce que Faulkner peut m'aider à faire du théâtre ?* » Oui, sans doute. Un théâtre plein, un théâtre de trop-plein, un théâtre excessif, comme le fait la metteuse en scène qui s'était déjà frottée à lui en 2016 avec son adaptation des *Palniers sauvages*.

Ce jour-là, à un mois de la première d'*Absalom, Absalom!* à Avignon, l'ambiance de la répétition à laquelle on assiste est un peu tendue. « *Je suis déjà très en retard* », justifie Séverine Chavrier. Les deux camions spécialement affrétés pour le Festival vont bientôt commencer à charger le décor depuis la Comédie de Genève, le théâtre dont elle a pris la direction en juillet 2023 et où elle travaille la pièce. Le comédien Laurent Papot a quelques minutes de retard au plateau, ça agace profondément la metteuse en scène. Il essaie d'inflechir une idée de mise en scène, c'est un « non » sans appel. « *D'accord, d'accord... je ne veux pas être l'empêchement de tourner en rond...* » abdique-t-il avant de s'enfermer dans un cerceau. Un chien traverse la scène. Une comédienne, Victoire Du Bois, s'est fait porter pâle. On apprendra bientôt qu'elle sera absente à Avignon, à quelques jours de la première. Séverine Chavrier elle-même par-

FESTIVAL D'AVIGNON

« Absalom »

en large

L'adaptation colossale par Séverine Chavrier du chef-d'œuvre de Faulkner sur l'Amérique des plantations et de la ségrégation ouvre le Festival ce samedi.

Comment mettre en scène un tel univers ?
« Libé » a assisté aux répétitions.

tira au bout d'une heure de répétition, exténuée par la pression. Le filage reprend son cours.

Le travail est loin d'être fini mais déjà la « bande-son » de la pièce, première et primordiale dans les spectacles de Chavrier, envahit tout l'espace et charrie des sons de trains, de voitures, le bruit sourd d'un projecteur de film mais aussi la musique jouée en live par l'artiste congolais Armel Malonga. À l'origine, Séverine Chavrier est musicienne et plutôt que de textes, elle parle des « partitions » de ses comédiens – douze personnes en tout sur le plateau, acteurs (saisissante Daphné Biiga Nwanak qui se démultiplie), mais aussi danseurs et performeurs (Kevin Bah ou la krumpeuse Hendrickx Ntela). Ils sont sur scène, ils sont aussi dans les vidéos tournées et projetées, en direct, sur un grand écran, images au noir et blanc épaies, à la texture dense et voilée. Séverine Chavrier veut y retrouver les fantômes qui peuplent l'œuvre de Faulkner : « *Retrouver, comme le dit Edouard Glissant, le vertige, le suspense, le différé, le dévoilement avec lequel il joue pour poser cette question : de quel héritage sommes-nous les héritiers ?* »

« FIDÈLE À LA SENSUALITÉ »

Son saturé, visions, impression de torpueur, comme celle qui enveloppe Quentin et Miss Coldfield dans leur petit bureau à l'orée du roman, « *pièce obscure torride et sans air dont les persiennes demeuraient toutes fermées et verrouillées depuis quarante-trois étés parce que du temps où elle était petite fille quelqu'un avait cru que la lumière et le déplacement de l'air véhiculaient la chaleur et que l'obscurité était toujours plus fraîche* ». Séverine Chavrier n'ouvre pas davantage les fenêtres. Mais elle offre des points d'échappée, fuyant une interprétation trop étroite de l'œuvre.

Avec sa mise en scène sombre, Séverine Chavrier convoque les fantômes qui peuplent l'œuvre de Faulkner.
PHOTOS LOUISE SARI

CULTURE/

scénique doit s'autonomiser de la matière du roman, sinon mieux vaut lire le livre.» Elle exagère, évidemment. Ce jour de répétition en tout cas, la glycine d'*Absalon* était bien là et sur la scène on devinait les fantômes qui, comme dans le roman, «commençaient à prendre une sorte de consistance, de permanence». Coup de force de Séverine Chavrier de citer si peu de mots de l'auteur et pourtant de faire entendre «les cris perçants» d'enfant qu'évoque Faulkner, ces cris qui «persistaient non pas comme un son maintenant mais comme quelque chose que pouvait entendre la peau, que pouvaient entendre les cheveux sur la tête».

D'après Faulkner donc, vu dans un miroir déformant, dans une foire grotesque, avec sa maison hantée, posée là sur la scène à côté d'un cheval à bascule, sa musique lancinante et hypnotique de train fantôme. Sur le plateau il y a aussi des dindons, un chien et un boa qui fait craquer le micro sur lequel il rampe. «Séverine Chavrier ne renonce jamais, elle s'obstine, elle creuse», témoigne Annie Mercier. Fouaillant les leitmotivs du romancier que la metteuse en scène énumère : «La vengeance d'une femme répudiée, la jeunesse écrasée, l'enfance bofouée, l'histoire quasi biblique d'un fratricide – dans la famille Sutpen sur fond de guerre de Sécession.» Elle livra, si on en croit le filage des deux premières parties du spectacle auxquelles on a assisté, une lecture obsessionnelle, ressassante du chef-d'œuvre. Comme à travers un rêve d'insomnie, une hallucination, une insolation.

«LE RÉCIT D'UNE AMÉRIQUE QUI ÉCHOUE»

Absalon, Absalon!, paru en 1936, retrace l'histoire d'un homme, Thomas Sutpen, qui, parti de rien, bâtit un domaine, une plantation, prend femme et tente de fonder une descendance, mais qui pourtant reste un intrus dans la communauté où il a surgi un beau jour. *Absalon, Absalon!* est l'histoire d'une malédiction. Sur la scène, les mots de Faulkner surgissent de loin en loin. «Ma fidélité à son œuvre n'est pas dans la littéralité», explique Chavrier. Je tente plutôt d'être fidèle à la sensualité, aux odeurs, au précipité d'images et de temps que le roman charrie.» La metteuse en scène avait même à l'origine supprimé le personnage – central – de Rosa Coldfield. L'été dernier pourtant, elle croise la comédienne Annie Mercier et lui confie qu'elle a peut-être fait une erreur. Elle lui propose de venir répéter avec l'ensemble des comédiens pour porter le personnage de Rosa sans savoir encore si elle le réintégrerait dans la pièce. Après quelques semaines d'essais, Miss Coldfield et Annie Mercier seront finalement de la distribution, et la voix rocailleuse de la comédienne apporte sa tessiture sépulcrale au spectacle. «J'ai milité pour qu'on garde davantage de tournures stylistiques de Faulkner, en vain», regrette la comédienne Annie Mercier. Le comédien Laurent Papot connaît très bien le travail de Séverine Chavrier, avec qui il a créé il y a plus de vingt ans la compagnie la Sérénade interrompue. Il était exceptionnel dans *Ils nous ont oubliés*, la dernière pièce de la metteuse en scène, d'après Thomas Bernhard. Il est cette fois Thomas Sutpen. «Il n'y a pas une ligne de mon texte que je n'aie écrite... enfin, que Faulkner ait écrite et que je n'aie retrouvée, dit-il. Il faut bien : que se disent-ils les personnages faulkneriens ? Que pensent-ils ? On a peu accès à ce qui s'est passé en eux, il faut l'imaginer.»

Alors est-ce encore du Faulkner ? «Je pense que non», tranche Séverine Chavrier. L'objet

caïns, de Toni Morrison à la féministe noire Hortense Spillers, lui ont consacré tant de pages. Mettre en scène son œuvre en 2024 revient à se demander comment aiguiser notre regard sur les questions raciales.»

«ÇA A ÉTÉ LES MONTAGNES RUSSSES»

Cela faisait sept ans que Séverine Chavrier pensait à l'adaptation d'*Absalon, Absalon!* Et près de deux ans qu'elle y travaille avec ses comédiens et danseurs, toujours à sa manière, fondée sur l'improvisation. Chacun est arrivé avec «son» Faulkner, dans une liberté d'improviser d'abord presque totale mais accaparante et parfois éreintante – les acteurs mêlant histoires intimes et lecture personnelle du roman. Annie Mercier : «Je n'ai jamais tant travaillé un texte, j'ai noirci un gros cahier, j'ai fait des fiches sur chacun des personnages, j'ai réécrit des scènes...» Faulkner lu, relu, mâché, incorporé. Et le spectacle qui engloutit le récit et le fait renaître. Le matériau accumulé après ses heures de travail d'improvisation est dantesque. Le jour où nous assistons aux répétitions, en trois heures de filage, nous ne sommes arrivés qu'à la

moitié de la deuxième partie. Il y en aura deux autres encore... et le spectacle devra durer cinq heures environ. «À partir de maintenant on va couper, resserrer. A cette étape, ce n'est plus qu'un travail rythmique», rassure Laurent Papot. «Pour moi ça a été les montagnes russes : j'ai été exaltée et parfois j'en ai pleuré», témoigne au contraire Annie Mercier. Séverine Chavrier est la seule à avoir son projet dans la tête. Il est difficile d'obtenir le texte, elle n'aime pas que nous nous sentions trop à l'aise, elle nous laisse dans une incertitude fructueuse. Ça me boucle énormément. C'est quoi ce matériau ? Qu'est-ce qu'on agit ? Parfois, alors que la metteuse en scène, casque sur les oreilles à côté des ingénieurs du son, contrôle tout à la fois la lumière, le son et le jeu, la comédienne s'assoit dans la salle vide, à la place du public à venir, pour tenter de mieux comprendre. Sur le plateau, le sol est fait de terre, noire. Laurent Papot est allongé dans son cerceau, les dindons viennent picorer des graines dans sa main. ♦

ABSALON, ABSALON! d'après Faulkner. M.S. : Séverine Chavrier. A la Fabrica d'Avignon. Durée prévue : 5 heures.

ADRIEN M & CLAIRE B

EN AMOUR

MUSIQUE LAURENT BARDAINNE
CHANT NOVEMBER ULTRA

INSTALLATION
IMMERSIVE
09 FÉVRIER - 25 AOÛT



PHILHARMONIE
DE PARIS
MUSÉE DE LA MUSIQUE





PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Pop, rock, musiques électroniques... Chaque semaine, «Libé» vous aide à vous y retrouver dans l'actu des sorties.



Il y a urgence. Urgence à se convaincre, à convaincre les autres, à voter et pas n'importe comment. Urgence aussi à s'occuper de soi en cette période malsaine. Et comme à chaque fois, on peut compter sur notre underground pour aider. Ici le bien nommé Front des musiques indépendantes, qui a mobilisé 59 artistes français évoluant entre indie pop et punk synthétique, ayant taillé vite pour nous procurer des airs sur lesquelles hurler notre rage ou notre amour. Citons quelques-uns de ces héros ordinaires : Astérotypie, Dalle Béton, Warrieta, Terrine... L'album, monstrueux, est à écouter librement sur Bandcamp ou en téléchargement à prix libre en échange d'une preuve de don à des assos.

OLIVIER LAMM

**FRONT DES MUSIQUES INDÉPENDANTES
EN LUTTE ! COMPILATION ANTIFASCISTE POUR
UN MONDE MEILLEUR (FMI).**



Une chanson, entendue il y a une éternité – et puis le terrible constat en voulant la retrouver : elle n'a pas été enregistrée. Il faudra attendre une compil fin 2019 pour enfin pouvoir réécouter en boucle cet impeccable refrain pop : «On marche dans le même sens/Mais on va pas au même endroit/Toi et moi». Aujourd'hui, Antonio Emmanuel, ex-claviériste du Villejuif Underground, publie ce titre et cinq autres, réarrangés et étoffés par rapport à leurs ancêtres live, sur une petite K7 parfaite de bout en bout. Servie par une voix de velours à la Daho, une cavalcade triste à travers tous les stades de l'amour, des sentiments non partagés à ceux, extatiques, catalysés par «gin, codéine, Xanax et cocaïne». Schlag certes, mais fleur bleue.

MARIE KLOCK

**ANTONIO EMMANUEL. DANSE AVEC LES SHLAGS
(Entre-soi).**



Ce projet sort par un étrange hasard alors que son sujet est au cœur des enjeux électoraux. Jalonnée de textes de l'abbé Pierre à Abdou Ali Wal, cette bande-son entend être «une invitation à l'acceptation de l'autre dans ses points communs autant que dans ses différences» selon le saxophoniste Christophe Monnot. D'ailleurs, à l'image de l'ADN des six musiciens à ses côtés, tous ayant un lien avec ces histoires de migration, l'ambition n'est pas de se résoudre au plus petit dénominateur commun. Non, ceux-là foisonnent au gré d'esthétiques qui vont du jazz réinventé à des projections rappelant les *Ultrascores* de Chassol. Soit une heure de musiques dont les sous-basants, loin de rompre le fil narratif, témoignent de l'urgence existentielle.

JACQUES DENIS

**CHRISTOPHE MONNOT SIX MIGRANT PIECES
(Le Triton/L'autre distribution).**



Nate Amos est This Is Lorelei. PHOTO OK MCCAUSLAND

This Is Lorelei est hardi

A 33 ans, Nate Amos, prolifique membre de Water From Your Eyes, sort un merveilleux premier album solo, mêlant indie rock et country.

Existe-t-il dans le folklore indie un truc plus repoussant que le projet solo, maladivement productif et exclusivement numérique du membre d'un jeune groupe en vue ? Membre venant du New-Yorkais Nate Amos, 33 ans, cerveau du duo Water From Your Eyes, une des plus formidables bombes allumées à Brooklyn ces cinq dernières années, pas évident de se laisser convaincre. Surtout quand on sait qu'il a lancé This Is Lorelei il y a plus de dix ans pour réduire sa consommation de weed et que sa page Bandcamp affiche aujourd'hui plus de 65 sorties, avec des pochettes où on le voit fumer une cigarette, boire une bière et fumer une cigarette en buvant une bière. On ne veut en voudrait donc pas d'en rester là – vous rateriez juste un des disques les plus frais, excitants, libres et fous de cette année. Premier véritable album de This Is Lorelei, *Box for Buddy, Box for Star* met dans le mille de la cible autour de laquelle Amos tour-

naît depuis 2013 : marier un songwriting d'obédience traditionnelle et profondément américaine – americana, country, folk – avec des esthétiques issues de l'indie rock ou de musiques plus expérimentales. Pas grand-chose à voir donc avec la dance-punk-industrielle et tordue de Water From Your Eyes ou la pop protéiforme de son autre projet, le duo My Idea. On serait plutôt entre The Folk Implosion et les Byrds, un Ween aux débordements maîtrisés et une version contemporaine du Beck des débuts – celui qui était justement, souvenez-vous, frais, excitant, libre et fou. Un disque où tout est tube insensé et classique instantané, de la ballade brisée cœur *Where's Your Love Now* à l'Elliot Smithien *Two Legs*, jusqu'à l'impossible *Dancing in the Club*, crossover indie-country-EDM qui réussit à se montrer imparable et inexplicablement élégant à la fois. «Le présent me va et j'aime bien le passé mais je crois que le futur vaut le coup», chante-t-il sur *Perfect Hand*. Si l'est peuplé de disques de ce calibre, on y fonce sans attendre ni se retourner.

LELO JIMMY BATISTA

**THIS IS LORELEI BOX FOR BUDDY, BOX FOR STAR
(Double Double Whammy)**



Ceci n'est pas une musique de film. Ceci est l'âme du film qu'elle a inspiré, *Le mal n'existe pas*, auquel elle insufflé son humeur, son récit et son mystère. Son intensité et ses zones d'ombre. Son décor – pas un hasard si Ryūsuke Hanaguchi

l'a tourné dans la nature autour du village des Alpes japonaises où Eiko Ishibashi, pianiste, électronique, compositrice vit et travaille depuis des années, à proximité ou en collaboration avec son compagnon, Jim O'Rourke (qui joue un peu de guitare ici). Qu'on ne s'étonne pas donc de trouver une telle densité dans ces ostinats de cordes brouillés, ces brumes électroniques habitées d'organismes non identifiés, ces explosions de free noise hantées de tragédie. Toute l'histoire, l'humanité, le pathétique du film étaient dans les partitions d'Ishibashi, le creux de son oreille – cette bande-originale est une symphonie.

O.L.

**EIKO ISHIBASHI EVIL DOES NOT EXIST
(Drag City).**



Réunir deux artistes régulièrement géniaux et terriblement prolifiques au point d'être devenus quasi impossibles à suivre est-il nécessairement une bonne idée ? A droite, Kevin Martin, légende abondant depuis près de trente-cinq ans le dancefloor comme un champ de bataille. A gauche, Joseph Kamaru, Kenyan actif depuis cinq, six ans à peine mais avec déjà une trentaine de sorties sous le bras, où il déroule un ambient-drone-apocalyptic-chamanique. Au centre, de quoi effacer toutes les craintes et préjugés – *Disconnect*, chef-d'œuvre d'hypno-dub incantatoire menant au cœur secret de l'existence que l'on traverse une torche à la main, à la fois extatique et complètement flippé, et sonne comme un croisement entre Earth et les productions Rhythm & Sound.

L.J.B.

KRM & KMRU DISCONNECT (Phantom Limb).



Publié en 1990, l'enregistrement par David Lively du *Concerto pour piano de Busoni* restera pour le centenaire de la mort du compositeur. Excellente initiative tant le Franco-Américain maîtrise cette partition redoutable. Dirigeant l'Orchestre de Baden-Baden, Glien exalte le caractère tellurique et cosmique de l'œuvre, influencée par les symphonies avec chœur de Liszt, à l'instar de Von Dohnányi, en 1989, avec celui de Cleveland et Garrick Ohlsson. Si, depuis 2017, on préfère à cette gravure le live plus souple, lumineux et coloré de Kirill Gerstein, avec Oramo et le Symphonique de Boston, elle garde toute sa pertinence.

ÉRIC DAHAN

DAVID LIVELY, MICHAEL GIELEN. SINFONIE ORCHESTER DES SÜDWESTFUNKS, BUSONI: CONCERTO POUR PIANO ET ORCHESTRE (SWR).



Gussy gère un magasin de biscuits pour chiens.
ALEX GRAHAM.
ED. PRESQUE LUNE

CULTURE/

Postée sous forme de feuilleton quotidien sur Instagram en plein Covid, l'œuvre exutoire et complexe d'Alex Graham met en scène un triangle amoureux à Seattle, dans un contexte de confinement et de protestations sociales.

Le triangle amoureux a de la gueule : Gussy, la cinquantaine mal rasée, gère péniblement un magasin de biscuits pour chiens. Il craque pour son employée, Rosie, moitié plus jeune que lui mais au moins aussi névrosée. Rosie, elle, doit bien s'avouer un sacré faible pour Gussy... mais aussi pour Hissy, son coloc bisexuel, fils d'un iguane et de Jennifer Love Hewitt. Pour pimenter les choses, le feuilleton à l'eau de rose croupie se déroule dans un Seattle en état de tension extrême, entre le confinement et les manifestations consécutives à l'assassinat, fin mai 2020, de George Floyd.

Publié en 2021 chez Fantagraphics, ce considérable pavé sort enfin en France, à un moment où il ne semble pas superflu de rappeler que les violences policières sont une réalité – une pensée pour Eric Ciotti qui en niait l'existence et assénait en 2017 : « Les voyous et les policiers ne peuvent pas être mis sur le même plan. » Alex Graham, peintre et autrice installée à Seattle, a produit sa BD sous forme de feuilleton quotidien sur Instagram entre juin 2020 et janvier 2021, le nez dans un quotidien hautement inflammable puisque le quartier de Capitol Hill proclamé ZAD voyait quotidiennement s'affronter forces de l'ordre et sympathisants Black Lives Matter qui clamaient « Defund the Police ! » Assez logique donc que l'autrice, dans cette œuvre exutoire et complexe, mette en scène des forces de l'ordre complètement désinhibées (et défonctionnées) profitant de leurs privilèges pour passer à tabac des manifestants, parmi lesquels Hissy qui a eu

l'effronterie de « péter sur un fil ». Le succès d'estime de *Dog Biscuits* permet à son autrice de réaliser son « rêve d'une vie : devenir artiste à plein temps » après plus d'une décennie à travailler trente à quarante heures par semaine dans la restauration. Atteinte d'un trouble menstruel rare qui la paralyse deux semaines par mois, elle ne cache pas la difficulté à exercer son métier et s'en sort péniblement grâce aux abonnés qui la soutiennent sur Substack et aux peintures qu'elle vend sur Internet. Au fil du récit, on découvre que Gussy était artiste avant de se reconverter dans la friandise pour tous, et la toile qu'il exhume pour Rosie ressemble diablement à celles d'Alex Graham. *Dog Biscuits* est une fiction revendiquée, mais la galère est réelle.

MARIE KLOCK

DOG BISCUITS d'ALEX GRAHAM
éditions Presque Lune, 408 pp.,
26 €.

«Dog Biscuits», pandémie câline

chaillot [pass]

**événements exclusifs
conseils personnalisés
tarifs réduits à partager
facilités de réservation**

**→ découvrez
les offres [pass]**

saison 24 → 25

theatre-chaillot.fr f @ X d

Pilotée par le cinéaste Joko Anwar, une mini-série fantastique ausculte les inégalités et injustices de la société indonésienne dans une série de contes cruels. Inégale mais séduisante.

Pur produit de l'ère des plateformes converties à la production locale, développées avec l'espoir d'attirer des abonnés sur un territoire cible (le marché asiatique serait un élément clef de la croissance de Netflix) et que certaines séries résonnent mondialement (le trio *Casa de Papel*, *Lupin*, *Squid Game*), *Nightmares and Daydreams* est une mini-série fantastique venue d'Indonésie, pilotée par le cinéaste Joko Anwar qui, de festival en festival, s'est taillé une petite réputation auprès du public des films de genre (*Modus Anomali*, *Impetigore*).

Biffins. *Nightmares and Daydreams* se laisse découvrir sur un mode anthropologique. À chaque épisode, une date et un gros plan sur le personnage central d'un récit installé à Jakarta, quelque part entre les années 80 et aujourd'hui. C'est d'abord l'histoire d'un chauffeur de taxi qui, après un énième incident avec sa mère, se décide à rompre avec la solidarité familiale pour l'expédier en maison de retraite.



Asmara Abigail et Niken Anjani.
PHOTO ERIK N JURAGAN, NETFLIX

«Nightmares and Daydreams», cruel au soleil

Avant de se raviser et de tenter de la faire sortir, inquiet de voir que l'établissement est trop bon marché pour la qualité des services qu'il semble proposer. C'est ensuite le récit d'un couple de biffins, installés au cœur d'une immense décharge publique, qui adoptent un

enfant dont la rumeur dit qu'il serait capable de faire votre richesse avant de provoquer la mort de ses parents au septième jour. Viendront ensuite les premiers larcins d'un électricien doté de talents d'hypnotiseur, le calvaire d'une écrivaine obligée de se faire littéralement violence pour écrire la suite de son seul best-seller, ou les tristes aventures d'un couple dont le mari, frappé d'absences à répétition, dis-

paraît pendant des périodes de plus en plus longues.

Proies. Tout le charme de *Nightmares and Daydreams* réside dans la manière dont ses chapitres installent, par leurs cadres ou leurs rêveries fiévreuses, une atmosphère qui éclaire une strate nouvelle de la société indonésienne. De bidonvilles en appartements squattés par une classe moyenne en passe

de basculer dans la pauvreté, Joko Anwar compose une série de contes cruels sur les crises économiques. Lorgnant d'abord assez clairement la *Quatrième Dimension*, l'écriture subvertie peu à peu l'anthologie pure en tirant des fils d'un récit à l'autre et en installant un propos commun : l'histoire de proies faciles (chômeurs prêts à tout pour un emploi et une place dans la société, personne âgée infantilisée et privée de liberté) jetées en pâture à des prédateurs sans pitié qui prennent souvent le visage de hauts fonctionnaires. Comme Guillermo del Toro convoquait la jeune garde du cinéma fantastique pour réaliser son *Cabinet de curiosités*, Anwar s'adjoint les services de jeunes cinéastes indonésiens. Très inégale et régulièrement flinguée par des effets spéciaux numériques cheap (le générique, abominable, donne le ton), la série conserve jusqu'au bout une manière suffisamment séduisante d'inscrire ses histoires dans le quotidien, les gestes, les relations sociales qui manquent ailleurs si souvent pour que l'on excuse ses poussées de fièvre nanardesques.

MARIUS CHAPUIS

NIGHTMARES AND DAYDREAMS par JOKO ANWAR sur Netflix.

«Spinners», un thriller au point mort

Enrôlé dans un gang des townships, un gamin se prend de passion pour les rodéos automobiles urbains. Une production sud-africaine qui se révèle lourdingue.

Il y a l'espoir qu'un regard autre, loin des centres nerveux américain ou européen, puisse altérer des formes familières. Qu'en s'emparant d'un récit de gamin des rues enrôlé dans un gang de dealers, une production sud-africaine déplace les points de friction habituels. Le cadre, déjà, change des interminables boulevards de

Los Angeles ou des corners de Baltimore : on est au Cap, dans le township de Rock Hill, tout en tôle et routes poussiéreuses. Gamin taiseux et talentueux, Ethan y élève seul un frangin en âge d'aller à la maternelle. Le père n'a jamais été dans le tableau. La mère, toxico, a disparu des radars du jour au lendemain. Plutôt que de poursuivre le lycée, il s'est improvisé chauffeur pour le boss d'un gang local. Plus *wheelman* de film de casse que gentilhomme qui promène son patron. On découvre le garçon au moment précis où ce qui ne devait être qu'un petit boulot est en passe de l'avaloir, de faire de lui un criminel en bonne et due forme. Un soir de coup-de-poing qui tourne mal contre un gang rival. Pour la première fois, sa tâche déborde de l'habitacle du véhicule et l'oblige à faire disparaître le corps d'un copain. *Spinners* s'installe au bord de ce précipice sur lequel se tient le jeune homme. Quand tous (son crew, la police qui cherche le responsable du meurtre de son copain, sa mère qui surgit de nulle part) le pressent à choisir s'il veut ou non endosser ces habits de gangsters. À l'exception d'un petit groupe de jeunes adultes, croisés par hasard, qui lui font dé-

couvrir le spinning, sorte de rodéo urbain «sous contrôle» où il s'agit de faire partir son véhicule en toupies acrobatiques sur des petits circuits bricolés. Espoir d'un renouveau à travers un sport mécanique à la fois sauvage (pneus qui crissent, saveur tuning et esprit do-it-yourself) et respectable économiquement (bien qu'amateur, la pratique est encadrée par de puissants mécènes type Red Bull). Mais le cadre neuf du Cap, les accents et même le spinning ne font pas illusion bien longtemps. Plein d'inflammations émotionnelles (grosse colère, grosse tristesse), *Spinners* révèle peu à peu sa nature de thriller balourd matiné de drame grossier comme un camion. Coincé dans son costume de chic type entouré de méchants patibulaires, Ethan et son visage perpétuellement crispé ne suscitent plus la moindre tension. Pas plus que ces scènes d'action qui portent la marque du coproducteur français, Empreinte Digitale, responsable de *Furies* ou *Antigang*.

M.C.

SPINNERS de JACO BOUWER avec Cantona James, Chelsea Thomas... Huit épisodes sur Canal+ et MyCanal.



Ethan, coincé dans son costume de chic type entouré de méchants. STUDIO CANAL

Tous les cris les SOS

Julia Torlet La nouvelle présidente de SOS Homophobie s'alarme de la possibilité de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir.



La terre a tremblé comme attendu. Puis le sol s'est mis à se fendiller, à craquer, à s'ouvrir en deux. Tout ça sous des lacets *rainbow*. Voilà comment Julia Torlet, dont les baskets affichent bien les couleurs arc-en-ciel (son bracelet-montre aussi), décrit le fameux dimanche où Macron a décidé de rendre possible là, tout de suite, maintenant, un gouvernement d'extrême droite pour tous les Français. «*Le résultat des européennes, bon, on s'y préparait. Mais la dissolution, le sol a disparu sous mes pieds*», retient la nouvelle présidente de SOS Homophobie, l'association qui compte plus de 1200 adhérents et 500 bénévoles partout en France. Elle a une autre image, plus douloureuse : «*J'ai le sentiment que toutes les minorités au sens large sont placées en affrande sur un autel sacrificiel pour prouver quelque chose aux Français avant 2027. C'est terrible d'avoir l'impression d'être jetés en pâture*».

Julia Torlet, à pleine plus vieille que l'association qu'elle préside, a démarré son mandat il y a un mois. SOS Homophobie, créée en 1994, passe le cap des 30 ans à l'heure d'une possible arrivée du RN à Matignon et d'un coup de frein dans la défense des droits des LGBT+. L'historienne Sylvie Schweitzer, coautrice avec Torlet d'un livre anniversaire paru cette année, es-

time que «SOS» va pouvoir, dans ce moment inédit, compter sur une présidente «brillante».

Native d'Argenteuil, fille de restaurateurs, Torlet avait quatre grands sujets devant elle : le combat pour les transidentité, l'encadrement d'une GPA éthique, la lutte contre la lesbophobie et la défense de la visibilité lesbienne, et «anticiper 2027». Il faut maintenant prévoir, pour dans dix jours. «Si on a un gouvernement d'extrême droite, le chantier de la GPA éthique viendra plus tard, c'est très clair. Sur les transidentité, ce combat n'est pas balayé : il est métamorphosé.

On ne pourra plus jouer en attaque, on va devoir jouer en défense.» Défense des droits, défense des acquis, défense du droit d'en parler tout court. Une des principales actions de SOS Homophobie se joue en milieu scolaire, grâce à un agrément de l'éducation nationale. Simplement se demander si ces interventions seront encore possibles dans un an donne une idée du vertige en cours. L'école et les jeunes sont des sujets qui lui tiennent à cœur. Celle que l'on rencontre un lundi matin ensoleillé dans un café de la place de l'Odéon est aussi prof de français dans un lycée du Val-d'Oise. «Deux métiers à temps plein» mais sans mélanger les casquettes, pas de promo de l'association en classe, mais quelques indices ça et

là pour qui en aurait besoin. Les fameux lacets ou un petit drap sur la tresse : «C'est une façon de dire : si vous avez besoin de parler, je suis là. Et dire aussi : si vous vous avisez de tenir un propos homophobe dans ma classe, ça ne passera pas.» Lui importe que chacun comprenne que les LGBT+ sont des personnes comme tout le monde et existent bien dans la vraie vie, pas que chez les stars et dans les séries : «Quand j'étais ado, dans ma tête, on n'était que trois lesbiennes en France : Muriel Robin, Amélie Mauresmo et moi. Je ne parle pas de ma vie privée en classe, mais avoir un modèle devant soi, ça aide. Des élèves m'ont fait leur coming out, ça leur a fait du bien d'avoir un adulte à qui se confier, quand ce n'est pas possible avec les parents. On en voit sombrer, et renaître dès qu'ils ont pu s'ouvrir à une seule personne.» L'évolution des jeunes face à elle résonne comme celle de la société en général : «En seulement dix ans de carrière, je constate beaucoup moins d'ouverture, de curiosité. Cette montée de droite et d'extrême droite est là, chez les élèves. Certains se raidissent sur des positions extrêmement conservatrices. Et d'autres se cachent.»

Sur ses principaux souvenirs d'homophobie, Julia Torlet rappelle les années 90 avec l'évocation systématique du sida à chaque citation d'une personnalité gay, les débats autour du pacs et bien sûr, en 2013, le moment du mariage pour tous. Elle fut alors elle-même confron-

1990 Naissance à Argenteuil (Val-d'Oise).
2021 Engagement militant à SOS Homophobie.
2024 Présidente de SOS Homophobie.

tée au rejet, étudiante en prépa à l'Ecole des chartes, au milieu de camarades ouvertement réacs. Plus récemment, les propos d'un membre du GUD interpellé à Paris («Vivement dans trois semaines, on pourra casser du PD autant qu'on veut») ont ravivé la plus grande inquiétude. Ce qui pourrait se passer dans la rue d'un pays gouverné par l'extrême droite est «le volet le plus tentaculaire» dans le pire des scénarios. Elle a envoyé un courrier recommandé à Gérard Darmanin pour réclamer la dissolution du groupuscule violent, advenue depuis. Sur un sujet qui a agité le mois de mai et paraît déjà si lointain, elle confirme qu'une plainte en diffamation va être déposée contre Marguerite Stern et Dora Moutot après lecture du livre *Transmanita*, jugé transphobe : «Il est essentiel de dire symboliquement qu'on ne peut pas accepter ça.» Claire et précise dans son expression, Julia Torlet dit en quelques mots qu'elle est en couple, sans enfant, prouve avec ses tatouages (une clé de sol et une citation de Marie-Hélène Lafon) sa passion pour la musique et la littérature, mais évite avec habileté la question de son vote de dimanche, par respect pour son asso qui se veut apolitique. Elle opte pour «le programme le plus ouvert sur la question des droits» et dit clairement qu'elle vote contre l'extrême droite. On a compris. On comprend aussi qu'en rencontrant Julia Torlet quelques jours avant le premier tour des législatives qui vont peut-être changer notre vie à tous, tout n'est pas encore clair dans l'action à venir. Par exemple, faudra-t-il pour SOS Homophobie recruter de nombreux bénévoles supplémentaires ? Que se passera-t-il pour les subventions qui constituent une partie du budget de fonctionnement de l'association ? «Si on a un gouvernement d'extrême droite, je ne crois pas à la coupe de subventions du jour au lendemain mais je redoute la lente asphyxie», dit-elle. Les associations doivent-elles s'unir plus concrètement pour résister ? Oui, une coordination LGBT+ est en projet, «question de survie».

On en oublierait presque qu'il y a la Marche des fiertés samedi à Paris. Défilé de Porte de la Villette à République. Torlet, qui a fait son coming out quand elle était lycéenne, a participé jeune aux marches. C'était son engagement, elle qui ne se sentait pas, à l'époque, «légitime» pour rejoindre une association, ce qu'elle regrette aujourd'hui puisque «chacun peut apporter sa pierre à l'édifice à sa façon». Cette marche 2024, elle l'imagine particulièrement revendicative, vingt-quatre heures avant le premier tour : «J'espère qu'il y aura du monde : les personnes concernées mais aussi une prise de conscience des alliés.» Quand on lui demande où trouver de l'optimisme en ce moment, elle répond : «Nous devons compter sur nos alliés. Ceux qui ne ressentent pas la menace dans leur chair mais qui peuvent penser à leur fille, à leur ami, à leur voisin...» Y penser dans leur marche, y penser dans l'isolement. Sur la coque du téléphone posé sur la table, on remarque un petit sticker d'une citation de Virginie Despentes dans *Libé* : «On se lève et on se casse.» Rappelons qu'on n'a pas envie de se casser. ◀

Par **MICKAËL FRISON**
Photo **FLORENCE BROCHIERE**

LE PORTRAIT